JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
Togo	6 000	—	3 300	—	1 725	—	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21-61-07 — LOME Les abonnements et annonces sont payables d'avance
France, Afrique	—	8 400	—	4 620	—	2 415	
Autres pays	—	12 000	—	6 600	—	3 450	

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

PRIMATURE

1995

21 juil. — Décret n° 95-101/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des postes Radio-électriques émetteurs-récepteurs	699
21 juil. — Décret n° 95-102/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des postes-Radio-électriques émetteurs-récepteurs	699
21 juil. — Décret n° 95-103/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des postes Radio-électriques émetteurs-récepteurs	669
31 juil. — Décret n° 95-108/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des postes Radio-électriques émetteurs-récepteurs	700
31 juil. — Décret n° 95-109/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des postes Radio-électriques émetteurs-récepteurs	700

31 juil. — Décret n° 95-110/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des postes Radio-électriques émetteurs-récepteurs	701
---	-----

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

1995

Arrêtés et décisions portant reprise de situation administrative et réajustement, dédommagement des pertes subies et indemnité de risques professionnels	701
--	-----

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1995

31 juil. — Arrêté n° 101/MEF portant annulation et ouverture de crédits	702
31 juil. — Arrêté n° 105/MEF/DA portant retrait d'agrément	702
25 juil. — Décision n° 767/MEF/DF/DDP autorisant déblocage de crédit au profit du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique	702
27 juil. — Décision n° 770/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du directeur des Finances	702
27 juil. — Décision n° 773/MEF/DB autorisant virement de crédit pour la " rénovation des Infrastructures de santé publique "	702
27 juil. — Décision n° 775/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du ministre de la Communication et de la Culture	702

- 27 juil. — Décision n° 776/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme destinée à l'alimentation des détenus 703
- 27 juil. — Décision n° 777/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du ministre de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique 703
- 27 juil. — Décision n° 784/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation..... 703

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT

1995

- 31 juil. — Arrêté n° 12/ME/DGUH modifiant l'arrêté n° 20/ME/DGUH du 14 octobre 1994 portant approbation du projet de lotissement du domaine de la caisse d'épargne du Togo sis à Baguida, objet des titres fonciers n°s 17344 et 17345. 703

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

1995

- 19 juil. — Arrêté n° 20/MDRET portant attribution de mission de coordination. 704
- 26 juil. — Arrêté interministériel n°21/MDRET/MAEC/MDN/MCPT/MID/METFPAS portant création d'un comité national de transhumance 704

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

1995

- Arrêté portant nomination 705

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1995

- Arrêtés portant nomination 705
- Rectificatifs à des arrêtés antérieurs 705

MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

1995

- 27 juil. — Arrêté n° 812/METFPAS/ENA portant organisation de la scolarité à l'École Nationale d'Administration 1995-1996.
- Arrêtés portant intégrations, nominations, titularisations, détachements, position et prorogation de stage, changement de cadre, bonification d'échelons, reprise de service, rappels à l'activité, mise en disposition, régularisation de situation administrative, promotion hors péréquation, absence irrégulière, suspension de fonction, admission à la retraite, arrêté modifié et rectificatifs à des arrêtés et décisions portant retraite et radiation..... 706

DIVERS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

1995

- 21 juil. — Décision n° 474/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme KOWONU Akuvi Amémélio, épouse AWUTE 720
- 21 juil. — Décision n° 475/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme CHARDEY Sando Sampè, épouse AMEKU'DJI..... 720
- 21 juil. — Décision n° 476/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. DOU'BIGUE Pineyouri..... 720
- 21 juil. — Décision n° 477/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ZOBINOU Tonéviadji 721
- 24 juil. — Décision n° 478/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. DJOGBESSI Dassou..... 721
- 24 juil. — Décision n° 479/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KOUDAHE Amavi Ezoun..... 722
- 27 juil. — Décision n° 480/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KARIYIARE Djamoaré-Djo..... 722
- 27 juil. — Décision n° 481/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. DEGBE Tougnon Ségbédji 723
- 27 juil. — Décision n° 482/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. KOTOKPA Koffi Evedzi 723
- 28 juil. — Décision n° 483/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. KORINGA Koulawá Didjinda..... 723
- 28 juil. — Décision n° 486/CRT/DP entérinant le renoncement au paiement des allocations familiales..... 723
- 28 juil. — Décision n° 487/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu N'DAWA Massama-Esso..... 723
- 28 juil. — Décision n° 488/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu KOUASSI Djossou Homporklo.... 723
- 28 juil. — Décision n° 489/CRT/DF/DP — portant concession d'une pension de retraite à M. DJRAMÉDO Tèmè Misiarnenu.... 724
- 28 juil. — Décision n° 490/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. EKOUÉ Anani Adamah..... 724
- 28 juil. — Décision n° 491/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. CAPO-CHICHI Dossa Kinglo..... 724
- 28 juil. — Décision n° 492/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu BRUCE Comlan..... 725

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

1995

- 31 juil. — Décision n° 162/MDRET/DGDR/DEP portant autorisation d'ouverture d'un dépôt de pharmacie vétérinaire privé..... 725

PARTIE NON OFFICIELLE**Avis, Communications et Annonces**

Liste des décisions du conseil des Ministres et de la Conférence des
Chefs d'Etat de la CEDEAO..... 725

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS****DECRETS****PRIMATURE**

*DECRET n° 95 - 101/PMRT autorisant l'installation et l'uti-
lisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-
Récepteurs*

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992
Vu le Décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établissement des
postes électriques émetteurs-récepteurs au Togo
Vu la demande formulée par la Société "SPIE ENERTRANS" : transmise par lettre
n° 0522/ME/OPTT du 15 juin 1995 du Ministère de l'Equipement.

DECRETE :

Article premier : La Société SPIE ENERTRANS est autorisée
sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière
à installer et à utiliser une station Radio-Electrique.

Art. 2 : Les fréquences octroyées par la Direction Générale de
l'Office des Postes et Télécommunications sont les suivantes :
148,900 MHz et 153,500 MHz en mode duplex.

Art. 3 : Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et
le Ministère de l'Equipement sont chargés chacun en ce qui le
concerne du contrôle des conditions techniques d'exploitation
de cette station ainsi que de la teneur de l'émission.

Art. 4 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date
de sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la République
togolaise.

Fait à Lomé, le 21 juillet 1995

Le Premier Ministre,

Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation

Kodjo SAGBO

*DECRET n° 95 - 102/PMRT autorisant l'installation et l'uti-
lisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-
Récepteurs*

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu le décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établis-
sement des postes électriques, émetteurs-récepteurs du Togo ;
Vu la demande formulée par M. MAHLING Lars transmise par la lettre
n° 03001/ME/OPTT du 30 mars 1995 du Ministère de l'Equipement.

DECRETE :

Article premier : M. MAHLING Lars est autorisé sous réserve
de se conformer aux lois et règlements en la matière à ins-
taller et à utiliser une station Radio-Amateur.

Art. 2 : Les fréquences octroyées par la Direction Générale de
l'Office des Postes et Télécommunications sont celles mondia-
lement réservées aux Radio-Amateurs.

L'indicatif d'appel est 5V7ML

Art. 3 : Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et
le Ministre de l'Equipement sont chargés chacun en ce qui le
concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation
de cette station, ainsi que de la teneur de l'émission.

Art. 4 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date
de sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la
République togolaise.

Fait à Lomé, le 21 juillet 1995

Le Premier Ministre,

Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation

Kodjo SAGBO

*DECRET n° 95 - 103/PMRT autorisant l'installation et l'uti-
lisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-
Récepteurs*

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu le décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établis-
sement des postes électriques, émetteurs-récepteurs du Togo ;
Vu la demande formulée par M. HENGST Roy transmise par la lettre
n° 0301/MF/OPTT du 30 mars 1995 du Ministère de l'Equipement.

DECRETE :

Article premier : M. HENGST Roy est autorisé sous réserve
de se conformer aux lois et règlements en la matière à instal-
ler et à utiliser une station Radio-Amateur.

Art. 2 : Les fréquences octroyées par la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications sont celles mondialement réservées aux Radio-Amateurs.

L'indicatif d'appel est SV7HR

Art. 3 : Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de l'Équipement sont chargés chacun en ce qui le concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation de cette station, ainsi que la teneur de l'émission.

Art. 4 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 21 juillet 1995

Le Premier Ministre,

Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation

Kodjo SAGBO

DECRET n° 95 - 108/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-Récepteurs

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établissement des postes électriques, émetteurs-récepteurs au Togo ;

Vu la demande formulée par l'Administration des Douanes transmise par la lettre n° 0499/ME/OPTT du 6 juin 1995 du Ministère de l'Équipement,

DECRETE :

Article premier : L'Administration des Douanes est autorisée sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière à installer et à utiliser une station Radio-Électrique.

Art. 2 : Les fréquences octroyées par la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications sont les suivantes : 148,950MHz et 153,550 MHz en mode duplex.

Art. 3 : Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de l'Équipement sont chargés chacun en ce qui le concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation de cette station, ainsi que la teneur de l'émission.

Art. 4 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 21 juillet 1995

Le Premier Ministre,

Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation

Kodjo SAGBO

DECRET n° 95 - 109/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-Récepteurs

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établissement des postes électriques, émetteurs-récepteurs au Togo ;

Vu la demande formulée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, transmise par la lettre N° 0500/ME/OPTT du 06 juin 1995 du Ministère de l'Équipement.

DECRETE :

Article premier : La Banque Centrale est autorisée sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière à installer et à utiliser une station Radio-Électrique.

Art. 2 : Les fréquences octroyées par la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications sont les suivantes : 157,800 MHz - 162,325 MHz - 157,950 MHz - 162, 550 MHz en mode duplex. et la fréquence 159,150 MHz en mode simplex.

Art. 3 : Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de l'Équipement sont chargés chacun en ce qui le concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation de cette station, ainsi que la teneur de l'émission.

Art. 4 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 31 juillet 1995

Le Premier Ministre,

Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation

Kodjo SAGBO

DECRET n° 95 - 110/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-Recepteurs

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établissement des postes électriques, émetteurs-récepteurs au Togo ;

Vu la demande formulée par la Banque Ouest Africaine de Développement, transmise par la lettre N° 0521/ME/OPTT du 15 Juin 1995 du Ministère de l'Equipement.

DECRETE :

Article premier : La Banque Ouest Africaine de Développement est autorisée sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière à installer et à utiliser une station Radio Electrique.

Art. 2 : Les fréquences octroyées par la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications sont les suivantes : 149,000 MHz et 153,600 MHz en mode duplex.

Art. 3 : Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de l'Equipement sont chargés chacun en ce qui le concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation de cette station, ainsi que la teneur de l'émission.

Art. 4 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 31 juillet 1995

Le Premier Ministre,

Edem KODJO

Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation

Kodjo SAGBO

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA DECENTRALISATION

Arrêté n° 133/MID 25-7-95 — Conformément aux dispositions de la lettre n° 0003/SES du 06 janvier 1995, sont et demeurent rapportés en ce qui concerne les Gardiens de la Paix ci-dessous désignés, les arrêtés n° 091/MATS du 04 mai 1994, 139/MID du 24 août 1994 et 163/MID du 24 août 1994 portant titularisation ;

Il s'agit de :

d'ALMEIDA Ayi, n° mle. 037742 - Y
BOUYO Komla Essodina, n° mle. 037799 - Z

KAMPI K. Nana, n° mle. 037365 - F
ANIKI Assouka, n° mle.
TCHONDA Edoh, n° mle. 037693 - P
TAMAKLOE Kodjo Mawunu, n° mle. 037440 - A
AGBEMEY Kossi, n° mle 037414 - Q
FINI Yaovi Elom, n° mle 037787 - V
KOUDEMA B. Harkpa, n° mle 037730 - U
GNAMA-LADA Kandjou Semtoua, n° mle 037352 - S

Les intéressés nommés dans le corps de la Police par arrêté n° 416/METFP du 16 avril 1992 et recalés pour une période d'un an conformément au procès-verbal sus-visé sont reclassés gardiens de la paix stagiaires indice 325 pour compter du 25 juin 1992 date d'effet du statut spécial.

Ils sont titularisés pour compter du 1^{er} octobre 1992 et conserve une ancienneté d'un an (ac. 1 an) à compter de cette date, ils bénéficient de tous les avantages afférents à leur corps.

Ils sont élevés au grade de gardien de la paix 2^e échelon indice 390 pour compter du 1^{er} octobre 1993.

Le directeur général de la Police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet du point de vue solde pour compter du 1^{er} octobre 1990.

Arrêté n° 134/MID du 25-7-95 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n°066/MATS du 25 mars 1994, n° 144/MID/DGPN du 25 août 1994, portant réajustement indiciaire et promotion, et avancement automatique d'échelon dans le corps de la Police.

Conformément aux dispositions du procès-verbal sus-visé, la situation administrative de MM. AGBOGNIT O D. Assion (n° mle 007590 - G) et MOZO Komlan (n° mle 014561 - T) officiers de Police du cadre du personnel de la Police nationale est révisée de la façon suivante :

- 13-08-86 — Officier de Police de 2^e classe 4^e échelon (ind. 1250)
- 13-08-88 — Officier de Police de 1^{re} classe 1^{er} échelon (ind. 1475)
- 13-08-90 — Officier de Police de 1^{re} classe 2^e échelon (ind. 1575)
- 13-08-92 — Officier de Police de 1^{re} classe 3^e échelon (ind. 1675)
- 13-08-94 — Officier de Police de 1^{re} classe 4^e échelon (ind. 1775)

Le directeur général de la Police nationale est chargé de l'exécution du présent acte qui prend effet au point de vue solde pour compter du 30 mars 1994.

Décision n° 32/MID du 25-7-95 — Il est accordé à M. ATTIKPA Komi, gardien de la paix 5^e échelon (ind. 510), n° mle

035368 - J, victime d'accident professionnel, le dédommagement à hauteur des pertes subies, conformément aux dispositions de l'article 55- a du décret n° 91-198 du 16 août 1991 portant modalités d'application de la loi 91-14.

Décision n° 34/MID du 25-7-95 — Conformément aux dispositions de l'article 55 - b du décret n° 91-198 du 16 août 1991,

portant modalité d'application de la loi n° 91-14, une indemnité de risques professionnels est accordée au sous-brigadier de Police de 8^e échelon (ind. 630) PASSA Lara, n° mle 025872 - A, victime d'un accident professionnel le 16 août 1993.

La présente décision prend effet du point de vue solde pour compter du 16 août 1993 date de l'accident.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté n° 101/MEF du 31/7/95 — Il est autorisé l'annulation et l'ouverture de crédits sur les sections 11-20-00-00-61 ; 11-20-00-

00-64 ; 11-20-00-00-67 ; 11-20-00-00-99 du ministère de la défense nationale comme suit :

IMPUTATIONS	CREDITS VOTES	ANNULATIONS	NOUVELLES OUVERTURES	CREDITS REMANIES
11-20-00-00-61	25 000 000		8 000 000	33 000 000
11-20-00-00-64	50 000 000	20 000 000	—	30 000 000
11-20-00-00-67	30 000 000	8 000 000	—	22 000 000
11-20-00-00-99	10 000 000		20 000 000	30 000 000
TOTAL	115 000 000	28 000 000	28 000 000	115 000 000

Retrait d'agrément

Arrêté n° 105/MEF/DA du 31/7/95 — Est retiré, pour cause de transformation du cabinet d'expertise en société d'expertise, l'agrément n° 89/MEF/DA du 9 septembre 1993 accordé à M. Edouard Tomféi KELEOU, BP : 9089 Lomé, pour lui permettre d'effectuer des opérations d'expertise maritime et d'expertise en transports aériens et terrestres.

Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

Débloccage de crédit

Décision n° 767/MEF/DF/DDR du 25/7/95 — Il est mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique, un crédit de DIX MILLIONS DEUX CENT MILLE (10 200 000) Francs CFA représentant deux mois de salaires (mai et juin) aux 170 enseignants contractuels de l'enseignement du premier degré.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1995, section 27, chapitre 20, article 0000, paragraphe 14 (indemnités complémentaires).

Décision n° 770/MEF/DF/DCO du 27/7/95 — Il est mis à la disposition du directeur des finances, un crédit de TROIS CENT QUARANTE DEUX MILLIONS CENT SEIZE MILLE (342 116 000) Francs CFA, représentant le complément des crédits nécessaires au paiement des agents temporaires du ministère du Développement rural, de l'Environnement et du Tourisme, pour l'année 1995.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09-21 paragraphe 99 (provisions pour régularisation des dépenses des gestions antérieures).

Décision n° 773/MEF/DB du 27/7/95 — Est autorisé le virement de la somme de SIX CENT MILLIONS (600 000 000) de Francs CFA au compte d'affectation spéciale n° 902 493 ouvert au trésor et intitulé "Rénovation des Infrastructures de Santé Publique".

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1995, section 09 96.

Le directeur général du trésor et de la comptabilité publique et le directeur du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision.

Décision n° 775/MEF/DF/DCO du 27/7/95 — Il est mis à la disposition du ministre de la Communication et de la Culture, un crédit de SIX CENT QUARANTE MILLE (640 000) francs CFA, destiné au comité interministériel de coordination chargé de l'implantation des stations de radios rurales locales, pour faire face à ses besoins.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1995 section 09, chapitre 62, article 09-21 paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 776/MEF/DF/DCO du 27/7/95 — Est autorisé le paiement de la somme de SOIXANTE QUINZE MILLIONS (75 000 000) de Francs CFA, destinée à l'alimentation des détenus au titre de l'année 1995.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 552 ouvert dans les livres du trésor public.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 17-21, paragraphe 99 (provisions pour alimentation des détenus).

Virement

Décision n° 777/MEF/DF/DCO du 27/7/95 — Il est mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la Recherche scientifique, un crédit de SIX CENT MILLE (600 000) Francs CFA, pour permettre à l'Association Internationale des Etudiants en Agriculture (I.A.S.S.-Togo) de participer au 38^e congrès de ladite association prévu à Lyngby au Danemark du 15 juillet au 08 août 1995.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1995, section 09, chapitre 62, article 09-21 paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 784/MEF/DF/DCO du 27/7/95 — Il est mis à la disposition du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, un crédit de TROIS MILLIONS QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENTS (3 049 500) Francs CFA, pour lui permettre de payer la facture n° 079/PFA/95 du 11 juin 1995 relative aux travaux nécessités par les obsèques du feu ministre Alassounouma BOUMBERA.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1995 section 19 chapitre 95, article 00 00, paragraphe 65 (aides et subventions : Ligne Secours).

Paiement

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

Arrêté n° 012/ME/DGUH du 31/7/95 modifiant l'arrêté n° 020/ME/DGUH du 14 octobre 1994 portant approbation du projet de lotissement du domaine de la Caisse d'Epargne du Togo, sis à Baguida, objet des titres fonciers nos 17344 et 17245.

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi 88/04 du 2 mai 1988 portant création de l'Ordre des Géomètres ;

Vu le décret n° 67/228 du 24 octobre 1967 relatif à l'urbanisme et au permis de construire dans les agglomérations ;

Vu le décret n° 77/194 du 12 octobre 1967 portant création de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

Vu le décret n° 81/1 19 du 16 juin 1981 autorisant et déclarant d'utilité publique, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Lomé ;

Vu l'arrêté n° 0006/MTPMERH/DGUH du 22 février 1983 portant approbation de la zone d'extension n° 1-Baguida.

Vu l'arrêté n° 020/ME/DGUH du 14 octobre 1994 portant approbation du projet de lotissement du domaine de la Caisse d'Epargne du Togo, sis à Baguida, objet des titres fonciers nos 17344 et 17345 ;

Vu la lettre n° 104/CET/DG/95 Naj du 6 mars 1995 ;

Sur le rapport du directeur général de l'Urbanisme et l'Habitat ;

ARRETE :

Article premier — Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté le projet de lotissement du domaine de la caisse d'épargne du Togo sis à Baguida, d'une contenance de 18 ha 72 a 19 ca.

Art. 2 - Le domaine en question est situé à Baguida et se délimite comme suit :

- Au nord par la voie ferrée Lomé-Aného
- Au sud par la Route nationale n° 2
- A l'est par la route Baguida-Devego
- A l'ouest par la propriété F.C. BRENNER objet de l'arrêté n° 0006/MTP/MERH/DGUH du 22 février 1983 D.U.D.E. 536.

Art. 3 — Toutes les dispositions réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction définies dans le décret n° 87/228 sus-visé, sont applicables sur ledit domaine, notamment celles relatives à la formation des lots conformément à l'article 5 ci-dessous.

Art. 4 — En exécution de la loi n° 88/08 du 2 mai 1988 portant création de la profession des géomètres ; seuls les géomètres et les topographes-dessinateurs agréés sont autorisés à effectuer personnellement ou sous leur responsabilité les travaux topographiques rendus nécessaires par le plan de lotissement.

Art. 5 — Par dérogation spéciale aux articles 41 et 42 du décret 76/228 sus-visé, les îlots d'habitation seront composés de parcelles de forme régulière dont la taille peut varier entre 200 et 800 m².

Les parcelles ainsi définies doivent avoir une largeur minimum de 10 m sur la voie d'accès et doivent être occupées comme tel ; aucune opération de démembrement ne sera autorisée.

Art. 6 — Toute vente de terrain sous forme de lot devra se faire dans le respect des normes de dimension et de surface contenues dans l'article 5 du présent arrêté.

Art. 7 — Les réserves pour équipements ne peuvent faire l'objet d'une autre affectation.

Art. 8 — Les transactions foncières ne peuvent valablement s'opérer qu'après viabilisation du domaine. Les acquéreurs pourront solliciter le visa de leurs plans parcellaires qu'après règlement d'une taxe d'étude calculée sur la base de 25 francs le m². Le paiement se fait au trésor public.

Art. 9 — Toutes les dispositions antérieures, contraires à cet arrêté sont annulées.

Art. 10 — Le directeur général de l'Urbanisme et de l'Habitat, le directeur de la cartographie nationale et du cadastre, le directeur général des impôts, le préfet du Golfe, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Lomé, le 31 juillet 1995
Le Ministre de l'Équipement
Tchamdja ANDJO

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Arrêté n° 20/MDRET du 19 juillet 1995 portant attribution de mission de coordination

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

Vu la constitution de la République Togolaise ;
Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 88/8/87/PR du 03 mai 1988 portant attribution et organisation du ministère de l'Environnement et du Tourisme ;

Vu le décret 94-35/PR du 25 mai 1994 portant composition du gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 6/MET du 13 septembre 1988 portant nomination ;
Compte tenu des nécessités de service ;

ARRETE :

Article premier — M. EMOE Komlan, ingénieur principal du génie rural, conseiller technique au ministère du Développement rural, de l'Environnement et du Tourisme est chargé cumulativement avec ses fonctions actuelles, de la coordination technique du département et de l'environnement.

A ce titre il :

- suit et coordonne les activités des directions techniques,
- assure la représentation du département de l'environnement auprès des différents interlocuteurs et partenaires

Art. 2 — Sont rapportées, toutes autres dispositions antérieures portant attribution de mission de coordination au sein du département de l'environnement.

Art. 3 — Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 juillet 1995

Y. Do FELLI

*Arrêté interministériel n° 21/MDRET/MAEC/MCPT/MID/
MET FPAS du 26 juillet 1995 portant création d'un
comité national de transhumance.*

Le ministre du développement rural, de l'environnement et du tourisme ;
Le ministre des affaires étrangères et de la coopération ;
Le ministre de la défense nationale ;
Le ministre du commerce, des prix et des transports ;
Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation ;
Le ministre de l'emploi, du travail, de la fonction publique et des affaires sociales.
Vu la constitution de la République togolaise ;
Vu le décret n° 94-035/PR du 25 mai 1994 portant composition du gouvernement ;

ARRETEMENT :

Article premier — Il est créé un comité interministériel dénommé Comité de Transhumance chargé de l'organisation de la transhumance au Togo.

Art. 2 — Le Comité National de Transhumance a pour rôle :

- le contrôle par tous les moyens adéquats des mouvements des éleveurs transhumants et leurs animaux sur toute l'étendue du territoire national ;
- la canalisation des bouviers transhumants et leurs animaux vers les zones d'accueil retenues à cet effet en empruntant les voies sanitaires définies ;
- le suivi sanitaire des animaux transhumants et l'encadrement technique des éleveurs qui les accompagnent ;
- l'assurance du respect par les éleveurs transhumants des textes réglementaires en vigueur au Togo ;
- le règlement à l'amiable des conflits entre les tiers et les éleveurs transhumants à l'occasion des dégâts occasionnés par ces derniers ou leurs animaux ;
- l'application des sanctions prévues par la loi à l'encontre des éleveurs transhumants qui refusent de respecter les lois togolaises.

Art. 3 — Le comité de transhumance est composé comme suit :

- le ministre chargé de l'élevage ou son représentant : Président
- le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant : Membre
- le ministre chargé de l'environnement ou son représentant : Membre
- le ministre des affaires étrangères et de la coopération ou son représentant : Membre
- le ministre chargé de la sécurité de la défense nationale ou son représentant : Membre
- le ministre chargé de la sécurité ou son représentant : Membre
- le ministre chargé du plan ou son représentant : Membre
- le ministre chargé du commerce ou son représentant : Membre
- le ministre chargé des affaires sociales ou son représentant : Membre
- les directeurs et chefs de services techniques centraux concernés par l'organisation de la transhumance : Membres

Art. 4 — Le comité national de transhumance est représenté au niveau des préfectures par un comité préfectoral de transhumance, présidé par le préfet.

Il est composé des représentants préfectoraux des différents départements ministériels ci-dessus mentionnés.

Art. 5 — Le comité national ou préfectoral de transhumance peut dans l'accomplissement de sa mission faire appel autant que de besoin à toutes personnes qualifiées.

Art. 6 — Le comité se réunit sur convocation de son président autant de fois que nécessaire et au moins une fois par semestre.

Art. 7 — La direction chargée de l'élevage assure le secrétariat permanent du comité.

Art. 8 — Le présent arrêté annule et abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'arrêté interministériel n° 16/MAR/MDR/MI du 29 décembre 1996.

Art. 9 — Le ministre chargé du Développement Rural, ainsi que ceux cités à l'article 3 sont chargés chacun en ce qui concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 juillet 1995

Le ministre du Plan et de l'Aménagement
du Territoire national
Yendja YENTCHABRE

Le ministre du Développement Rural de
l'Environnement et du Tourisme
Y. Do FELLI

Le ministre de la Défense Nationale
Alfa ABALO

Le ministre du Commerce, des Prix et des Transports
Dédévi Michèle EKUE

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation
Kodjo SAGBO

Le ministre de l'Emploi, du Travail, de la Fonction
Publique et des Affaires Sociales
Ismaël Kpandja BINGUITCHA-FARE

MINISTERE DE LA SANTE

Nomination

Arrêté n° 70/MSP-SN du 31-7-95 — Mme GABA Kokoé, épouse AMOUZOU, n° mlc 029806-Q, médecin précédemment en service au CHU-Campus est nommée Médecin-chef du Service de la Santé Scolaire.

Le présent prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Nominations

Arrêté n° 132/MENRS du 25/7/95 — M. TEBIE Kiza Pédéhara, n° mlc 014027-V, professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 2^e échelon, est nommé chef de division du secrétariat principal au cabinet du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique en remplacement de M. KOMLAGAN Kwassi Doméfa, admis à la retraite par arrêté n° 761/MTFP du 23 avril 1985.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 1986.

Arrêté n° 133/MENRS du 25/7/95 — Mlle LOMBA M'Gbenta, n° mlc 029899-H, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon, est nommée secrétaire particulière du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 1993.

Arrêté n° 134/MENRS du 25/7/95 — M. PENOU Kossivi, n° mle 016591-R, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon, est nommé chef de secrétariat du Secrétariat général du ministère de l'Education nationale et de la Recherche Scientifique.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 1996.

RECTIFICATIF du 25/7/95 à l'arrêté n° 089/MEN-RS du 15 mai 1995, portant admission définitive du personnel de l'enseignement du deuxième degré aux examens et concours professionnels, session des 04 et 05 mai 1993.

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session des 04 et 05 mai 1993, les candidates et candidats dont les noms suivent :

**Certificat d'Aptitude au Professorat
dans les collèges d'enseignement général**

B — Série : Concours

Anglais

Après :

DJAMDJAGRANGO-YACOUBOU Kounté Abdoulaye —
018666-C/CEG: Cinkassé.

Au lieu de :

GAGLO Kwasi Allotey — 029889-E - DIFOP

Lire :

GAGLO Kwasi Allotey — 029889-B - DIFOP

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1994.

**MINISTRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DE LA
FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES**

Intégration

Arrêté n° 736/METFPAS du 17/7/95 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. OULESS Tchigame Akatiwa, n° mle 016583-Z, les arrêtés n°s 00990/MTFP du 6 juin 1985, 472/MTFP du 1^{er} juin 1987, 897/MTFP du 14 novembre 1990, portant respectivement intégration et avancement automatique d'échelons.

M. OULESS Tchigame Akatiwa, n° mle 016583-Z, ingénieur adjoint d'agriculture de 3^e classe 3^e échelon (cat B — ind. 950) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme d'ingénieur des techniques agricoles du centre national d'études agronomiques des régions chaudes (C.N.E.A.RE.C.) admis en équivalence du diplôme d'ingénieur de conception des techniques agricoles à l'issue d'une mise en disponibilité sans traitements pour études d'une durée de cinq (5) ans quatorze (14) jours est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A1 — ind 1300) à compter du 1^{er} juin 1987, date de son rappel à l'activité et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 32 du budget général).

M. OULESS Tchigame Akatiwa, n° mle 016583-Z, ingénieur d'agriculture de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage probatoire est titularisée dans son grade à compter du 1^{er} juin 1988 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de M. OULESS Tchigame Akatiwa, est régularisée comme suit :

- 01-06-89 — ing. d'agricult. de 2^e classe 2^e éch. AC : néant
- 01-06-91 — ing. d'agricult. de 2^e classe 3^e éch.
- 01-06-89 — ing. d'agricult. de 2^e classe 4^e éch.
(indice 1750)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 23 septembre 1994.

ENA (Organisation de la scolarité)

ARRETE n° 0812/METFPAS/ENA du 27 juillet 1995 portant organisation de la scolarité à l'école nationale d'administration 1995-1996.

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DE LA
FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES**

Vu l'ordonnance n° 79-27 du 5 juillet 1979 portant réorganisation de l'école d'administration notamment en son article 18 ;

Vu l'arrêté n° 722/MTFP portant règlement intérieur de l'école nationale d'administration et principalement en son article 5 ;

Sur proposition du directeur de l'école nationale d'administration :

ARRETE :

Article premier — L'année scolaire 1995 - 1996 débute le 02 octobre 1995 et s'achève le 2 août 1996.

Art. 2 : La date limite pour l'inscription des élèves étrangers est fixée impérativement au 03 novembre 1995.

Art. 3 : Les programmes, les volumes honoraires des cours, les coefficients, les différents modes d'évaluation des connaissances ainsi que la durée des épreuves sont consignés dans les documents de l'école (Ordonnance portant création, arrêté portant règlement intérieur programmes des cycles).

Art. 4 — La scolarité est divisée en 2 semestres à la fin desquels sont prévus des examens.

Les cours du premier semestre débutent le 02 octobre 1995 et prennent fin le 26 janvier 1996; l'examen de fin du premier semestre se déroulera du 6 au 16 février 1996.

Les cours du semestre débutent le 21 février 1996 et prennent fin le 14 juin 1996; l'examen de fin du deuxième semestre se déroulera du 24 juin au 5 juillet 1996.

Art. 5 — Chaque examen semestriel est précédé d'une semaine de révision, du 29 janvier 1996 pour celui du premier semestre et du 17 au 23 juin 1996 pour le deuxième semestre.

Art. 6 — A la fin de chaque examen semestriel, une session spéciale est organisée pour les élèves malades :

— celle du premier semestre débute le 26 février et s'achève le 1^{er} mars 1996.

— celle du second semestre a lieu du 15 au 19 juillet 1996.

Art. 7 — Les élèves bénéficient d'un congé par semestre :

— celui du premier semestre débute le 22 décembre 1995 au soir et s'achève le 8 janvier 1996 au matin.

— celui du deuxième semestre débute le 19 avril 1996 au soir et s'achève le 6 mai 1996 au matin.

Art. 8 — Un stage pratique de six mois est prévu pour les élèves de troisième année des cycles I et II et ceux de la deuxième année du cycle III. Celui-ci se déroulera du 4 mars 1996 au 30 août 1996.

Le dépôt des mémoires ou des rapports a lieu le 30 septembre 1996 à la direction des cycles.

Art. 9 — La soutenance des mémoires et la présentation des rapports de fin de formation ont lieu les 22 et 23 octobre 1996.

Art. 10 — L'école sera en vacances générales du vendredi 2 août au soir au lundi 23 septembre 1996 au matin.

Art. 11 — Le directeur de l'école nationale d'administration est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 27 juillet 1995

K. I. BINGUITCHA-FARE

Arrêté n° 748/METFPAS du 17/7/95 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. AGBODJI Abalo Mawuko, n° mle 010168-J, les décisions n°s 1010/MTFP du 27 juin 1979, 1506/MTFP du 6 octobre 1983 et les arrêtés n°s 80/MTFP du 28 janvier 1982, 00977/MTFP du 6 juin 1985, 00132/MTFP du 10 février 1989, 01327/MTFP du 30 décembre 1987, 00285/MTFP du 2 mai 1990, 00981/MTFP du 20 décembre 1990, 00508/MTFP du 13 mai 1992 et 00766/MTFP du 14 juillet 1994 portant respectivement avancement automatique d'échelons, retard à l'avancement de grade et promotion.

— Est modifié l'article 2 de l'arrêté n° 591/MJ/FP/T du 20 juin 1977 :

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 23.10.1975 : commis d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon + la 5m 20j de bonification
- 03.05.1976 : commis d'administration de 2^e classe 2^e échelon (ind. 310) (bonification épuisée).

M. AGBODJI Abalo Mawuko, n° mle 010168-J, commis d'administration de 2^e classe 2^e échelon (catégorie D — indice 310) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-aide-comptable) et qui a réuni deux (2) ans d'ancienneté, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 23 octobre 1976 et conserve son affectation actuelle (section 07, chapitre 11 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 23-10-1976 — adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon
- 23-10-1978 — " " 2^e " 2^e échelon
- 23-10-1980 — " " 2^e " 3^e échelon
- 23-10-1982 — " " 2^e " 4^e échelon
- 23-10-1984 — " " 2^e " 1^{er} échelon
- 23-10-1986 — " " 1^{re} " 2^e échelon
- 23-10-1988 — " " 1^{re} " 3^e échelon
- 23-10-1980 — " " 2^e " 3^e échelon
- 23-10-1990 — adjoint administratif principal 1^{er} échelon

- 23-10-1992 — " " " 2^e échelon
 — 23-10-1994 — " " " 3^e échelon (indice 1000).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 749/METFPAS du 17/7/95 — M. DOSSA Koffi Wansumale, n° mle 012674-U, contrôleur des PTT de classe exceptionnelle (cat B — ind 1750) titulaire du diplôme de l'Ecole Multinationale Supérieure des Postes d'Abidjan (Côte d'Ivoire) est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur des PTT principal 1^{er} échelon (cat A2 — indice 1800) à compter du 02 août 1993, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle budget autonome de l'office des postes et télécommunications).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} août 1993, date du dernier avancement de grade de l'intéressé.

Arrêté n° 754/METFPAS du 17/7/95 — M. KOSSI Komi Ayayi, n° mle 038395-M, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon (cat B — indice 950) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la maîtrise es-lettres, option : sociologie, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (cat A2 — ind 1100) à compter du 1^{er} juin 1994 et conserve son affectation actuelle (section 20, chapitre 19 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 775/METFPAS du 18/7/95 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. HALO Yao Evana, n° mle 027002-U, l'arrêté n° 205/METFP du 21 février 1994, portant promotion.

M. HALO Yao Evana, n° mle 027002-U, instituteur de 2^e classe 4^e échelon (cat B — ind 1050) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de fin d'études normales supérieures (CFENS) section : sciences, option : mathématiques, promotion 1989 — 1992 à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de trois (3) ans à l'Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeurs des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat A2 — ind 1100) à compter du 30 octobre 1992 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 795/METFPAS du 21/7/95 — M. SESSI Messan Mawuéné, n° mle 018084-E, moniteur, de 2^e classe 2^e échelon

(catégorie D — indice 470) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 4 et 5 mai 1993, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} janvier 1994 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 802/METFPAS du 24/7/95 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne Mme ADJAVOR Mawutor épouse TSOLENYANU, n° mle 020605-P, l'arrêté n° 00700/METFP du 16 novembre 1993 portant avancement automatique dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

Mme ADJAVOR Mawutor épouse TSOLENYANU, n° mle 020605-P, institutrice-adjointe de 1^{re} classe 2^e échelon (catégorie C — indice 950) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), série concours, session des 16 et 17 janvier 1992, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice de 2^e classe 3^e échelon (catégorie B — indice 950) à compter du 1^{er} janvier 1993 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 12 septembre 1991, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressée.

Mme ADJAVOR Mawutor épouse TSOLENYANU est élevée au 4^e échelon de son grade (indice 1050) à compter du 12 septembre 1993.

Arrêté n° 803/METFPAS du 24/7/95 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. ADANKPO Ayaba, AKONDO Larba, BAFENA KOULAKA Wenfomrikpaha, FIATUWO Kafui épouse HODO, les arrêtés n°s 00767/METFP du 14 juillet 1994 et 00700/METFP du 16 novembre 1993 portant avancement automatique d'échelons.

Les moniteurs (catégorie D) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP) série : concours, session des 16 et 17 janvier 1992, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints (catégorie C) à compter du 1^{er} janvier 1993 dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) :

Nom et Prénoms n° mle	Ancien Grade et Indice	Date d'effet du dernier avancement	Nouveau Grade et Indice	Date d'effet de l'an- cienneté pour le pro- chain avancement dans le nouveau corps
ADJANOR Ekué Aziankonou n° mle 020604-E	monit. 2 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. D — ind. 430)	19.06.1992	inst. adjt. 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. C — ind. 550)	01.01.1993
AMAVI Têtê n° mle 017206-Q	monit. 2 ^e cl. 3 ^e éch. (cat. D — ind. 510)	23.10.1989	inst. adjt. 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. C — ind. 550)	01.01.1993
LARE Lardja Mondou n° mle 023944-J	monit. 3 ^e cl. 4 ^e éch. (cat. D — ind. 390)	20.09.1988	inst. adjt. 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. C — ind. 550)	01.01.1993
YACOUBOU Salifou n° mle 018045-F	monit. 2 ^e cl. 3 ^e éch. (cat. D — ind. 510)	30.03.1989	inst. adjt. 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. C — ind. 550)	01.01.1993
WILSON Akolé n° mle 024094-Q	monitce. 2 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. D — ind. 430)	23.10.1992	instce. adjte 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. C — ind. 550)	01.01.1993
ADANKPO Ayaba n° mle 025573-P	monitce 2 ^e cl. 2 ^e éch. (cat. D — ind. 470)	29.05.1992	instce adjte. 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. C — ind. 550)	01.01.1993
BAFENA Koulaka Wenfomrikpaha n° mle 025725-F	monit. 2 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. D — ind. 430)	11.06.1991	inst. adjt. 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. C — ind. 550)	01.01.1993
AKONDO Larba n° mle 017171-V	monitrice 1 ^{re} cl. 2 ^e éch. (cat. D — ind. 550)	19.10.1991	instce. adjte. 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. C — ind. 550)	19.10.1991
FIATUWO Kafui épse HODO n° mle 017526-G	monitce. 1 ^{re} cl. 2 ^e éch. (cat. D — ind. 590)	01.01.1992	inste. adjte. 3 ^e cl. 2 ^e éch. (cat. C — ind. 600)	01.01.1992

Les instituteurs-adjoints (catégorie C) ci-après désignés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes :

Au 2^e échelon du grade d'instituteurs-adjoints de 3^e classe

- 19.10.1993 : AKONDO Larba, n° mle 017171-V
- 01.01.1995 : ADJANOR Ekué Aziankonou, n° mle 020204-E
- " AMAVI Têtê, n° mle 017206-Q
- " LARE Lardja Mondou, n° mle 023944-J
- " YACOUBOU Salifou, n° mle 018045-F
- " WILSON Akolé, n° mle 024094-Q
- " ADANKPO Ayaba, n° mle 025573-R
- " BAFENA Koulaka Wenfomrikpaha, n° mle 025725-F

Au 3^e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe

- 01.01.1994 — FIATUWO Kafui épse HODO, n° mle 017526-G

Arrêté n° 806/METFPAS du 24/7/95 — M. KPELI Mensah Koffi, n° mle 033779-V, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon (cat B — ind 1250) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de technicien supérieur d'assurances (DTSA) à l'issue d'un stage de formation professionnelle à l'Institut International des Assurances de Yaoundé (Cameroun) est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur d'assurances de 2^e classe 3^e échelon (ind 1300) à compter du 1^{er} décembre 1994, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 29 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} février 1993, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé dans son ancien corps.

M. KPELI est élevé au 4^e échelon de son grade (indice 1400) à compter du 1^{er} février 1995.

Nomination

Arrêté n° 753/METFPAS du 17/7/95 — M. DENTE Koudjo, n° mle 038144-S, employé de bureau permanent hors catégorie, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (BAC 2 — série A4) et qui a réuni trois (3) ans d'ancienneté dans l'administration générale du 1^{er} janvier 1992 au 1^{er} janvier 1995 inclus, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1995 et conserve son affectation actuelle (section 9, chapitre 25 du budget général).

L'intéressé dont le salaire est supérieur au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel le bénéfice de ce salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 760/METFPAS du 18/7/95 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. EDJAMTOLI Tchamdja, n° mle 032070-G, la décision n° 238/MTFP du 6 septembre 1991 portant reclassement et avancement d'échelons.

M. EDJAMTOLI Tchamdja, n° mle 032070-G, employé de bureau permanent 6^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale du 16 mars 1982 au 16 mars 1987 inclus, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 16 mars 1987 et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 25 du budget général).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

16-3-1989	adjoint administratif de 2 ^e classe 2 ^e échelon
16-3-1991	" " de 2 ^e classe 3 ^e échelon
16-3-1993	" " de 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 20 octobre 1994.

Arrêté n° 781/METFPAS du 18/7/95 — Mlle TCHANILE Esso-Tina, n° mle 036012-E, agent permanent 5^e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 2 novembre 1994 et reste mise à la disposition du Ministre de l'Economie et des Finances (section 09, chapitre 22 budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 7 décembre 1994.

Arrêté n° 782/METFPAS du 18/7/95 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. BALI Essoham n° mle 031712-S, la décision n° 238/METFP du 06 septembre 1991 portant reclassement et avancement d'échelons.

M. BALI Essoham n° mle 031712-S employé de bureau permanent 5^e catégorie échelle D titulaire du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale du 1^{er} décembre 1981 au 1^{er} décembre 1986 est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} décembre 1986 et conserve son affectation actuelle 09, chapitre 25 du budget (section général).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes:

1-12-88	adjoint administratif de 2 ^e classe 2 ^e échelon
1-12-90	adjoint administratif de 2 ^e classe 3 ^e échelon
1-12-92	adjoint administratif de 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 20 octobre 1994.

Arrêté n° 783/METFPAS du 18/7/95 — Mlle MEDAGBE Rita épse ABALO, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (option série D), et du diplôme d'Etudes Universitaires Générales (DEUG), est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mise à la disposition du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (section 27 chapitre 21) du budget général.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service de l'intéressée et au point de vue de la solde à compter du 1^{er} janvier 1995.

Arrêté n° 794/METFPAS du 21/7/95 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. ADABRA Adzi Ovlo Nonome-Koudzi n° mle 015640-J, les décisions n°s 00102/MTFP du 4 avril 1968 et 239/MTFP du 6 septembre 1991 portant respectivement avancement d'échelle et reclassement.

M. ADABRA Ovlo Nonome-Koudzi, n° mle 015640-J, employé de bureau permanent 6^e catégorie échelle A, titulaire du Brevet d'Etudes du Premier Cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale du 1^{er} juillet 1978 au 1^{er} juillet 1983 est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} juillet 1983 et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 25 du budget général).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 1^{er}-7-85 — adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
- 1^{er}-7-87 — " " de 2^e classe 3^e échelon
- 1^{er}-7-89 — " " de 2^e classe 4^e échelon
- 1^{er}-7-91 — " " de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 1^{er}-7-93 — " " de 1^{re} classe 2^e échelon (indice 800)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Titularisation

Arrêté n° 742/METFPAS du 17/7/95 — M. HOUNKPATI Kodjovi, n° mle 035974-Q, comptable mécanographe de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (cat. C — indice 600) qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 18 novembre 1994 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 755/METFPAS du 17/7/95 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires du trésor qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur grade à compter du 23 février 1995 et conservent une ancienneté d'un an.

Inspecteur central du trésor de 3^e classe 1^{er} échelon (cat. A1 ind. 1300)

— FOLLIGAN-HEMAZRO Kué Francis Freeman, n° mle 033349-P

Inspecteur du trésor de 3^e classe 1^{er} échelon (cat. A2 ind. 1100)

— YAMBOATE Tampo Tadjia, n° mle 034331-V.

Arrêté n° 758/METFPAS du 17/7/95. — M. TCHAO-AGO Kpatcha Padassé, n° mle 016964-W, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 9 mars 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 759/METFPAS du 18/7/95 — M. LOGAN Koffi Adjéwoda, n° mle 019548-E, inspecteur du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) du cadre des fonctionnaires du trésor qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} mars 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 793/METFPAS du 21/7/95 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires des chemins de fer et du wharf qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur grade à compter des dates suivantes :

Adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750)

06-07-88 — KUNAKKEY GAGLO Kodjo, n° mle 039022-Q.

Agent de maîtrise de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C — indice 600)

26-02-82 — AKAKPO-HOVA Agbéhado Agbéwanou, n° mle 039017-T

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade comme suit :

Adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon (cat. B. ind. 750)

KUNAKKEY GAGLO Kodjo, n° mle 039022-Q
06-07-89 — adj. techn. de 2^e classe 2^e échelon
06-07-91 — adj. techn. de 2^e classe 3^e échelon
06-07-93 — adj. techn. de 2^e classe 4^e échelon (cat. B. ind. 1050).

Agent de maîtrise de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C — indice 600)

AKAKPO-HOVA Agbéhado Agbéwanou, n° mle 039017-Q
26-02-83 — Agent de maîtrise 2^e classe 3^e échelon
(cat. C. indice 650)

26-02-85 — Agent de maîtrise 2^e classe 4^e échelon
(cat. C indice 700)

V-168-90 — ~~ARRÊTÉ~~ —

Arrêté n° 797/METFPAS du 24/7/95. — M. DOGBLA Maglo Kodjo, n° mle 033796-N, inspecteur du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 ind. 1100) du cadre des fonctionnaires du Trésor qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 23 février 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 798/METFPAS du 24/7/95 — M. AFANOU Kodjo Mawouko, n° mle 018390-G, technicien supérieur de météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2, indice 1100) du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 12 juillet 1994 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 805/METFPAS du 24/7/95 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur grade à compter des dates suivantes :

**Ingenieur d'agriculture de 2^e classe 2^e échelon
(catégorie A1 — indice 1450)**

01-09-91 — EVODA Komlan Agbényégan Mawuena,
n° mle 036285-F

**Ingenieur-adjoint d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon
(cat. B — indice 750)**

01-09-81 — NANWOU Gbati, n° mle 028523-V

Les intéressés ci-dessous désignés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade comme suit :

EVODA Komlan Agbényégan, n° mle 036285-F

01-03-92 — Ingenieur d'agriculture de 2^e cl. 3^e éch.
(cat. A1 — indice 1600) AC épuisée

01-03-94 — Ingenieur d'agriculture de 2^e cl. 4^e éch.
(cat. A1 — indice 1750)

NANWOU Gbati, n° mle 028523-V

01-09-82 — ingénieur adjt d'agriculture de 3^e cl. 2^e éch.
(cat. B — indice 850)

01-09-84 — Ingenieur adjt d'agriculture de 3^e cl. 3^e éch.
(cat. B — indice 950)

01-09-86 — Ingenieur adjt d'agriculture de 3^e cl. 4^e échelon.
(cat. B — indice 1050)

Promotion

Arrêté n° 752/METFPAS du 17/7/95 — M. JOHNSON-ANSAH Fiassé Kudjo Amétépe, n° mle 004153-K, instituteur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon (catégorie C — indice 850), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 900) à compter du 1^{er} janvier 1993.

Détachement

Arrêté n° 765/METFPAS du 18/7/95 — M. MIDEKOR Ayao Dodji Agblevi, n° mle 030922-L, ingénieur d'agriculture de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la SOTOCO est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès de l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES) pour une période de quatre (4) ans, valable du 1^{er} mai 1995 au 30 avril 1999 inclus.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. MIDEKOR seront à la charge de l'INADES et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraités du Togo sera imputée sur le budget général du Togo, en application des dispositions de l'article 62-III de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 764/METFPAS du 18/7/95 — Mlle ATCHOLI Essossolame, n° mle 034707-D, administrateur civil 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la Direction du Contrôle Financier est placée dans la position de détachement pour servir auprès de l'Assemblée Nationale.

Durant la période du détachement les émoluments de Mademoiselle ATCHOLI seront à la charge de l'Assemblée Nationale et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraités du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62, alinéa 3 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Le présent arrêté prend effet à compter du 26 avril 1995.

Fin de détachement

Arrêté n° 741/METFPAS du 17/7/95 — Il est mis fin à compter du 1^{er} janvier 1995 au détachement de M. BAKPESSI Kadanga Abozou, n° mle 010680-A, professeur de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de l'enseignement auprès du Fonds de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

L'intéressé est remis à la disposition du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique.

Arrêté n° 761/METFPAS du 18/7/95 — Il est mis fin au détachement de M. ADJAFO-TRETOU Koffi, n° mle 008989-F, agent de promotion sociale de 1^{re} classe 3^e échelon auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'emploi, du travail, de la fonction publique et des affaires sociales et son traitement sera supporté par la C N S S jusqu'au 31 décembre 1995.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Position de stage

Arrêté n° 766/METFPAS du 18/7/95 — M. DEJEAN Tchapo Tabé, n° mle 026490-C, ingénieur des travaux agricoles principal 1^{er} échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la Direction de la Vulgarisation agricole à Lomé, est mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Supérieure d'Agronomie de l'Université du Bénin pour une durée de deux (2) ans, valable du 1^{er} décembre 1994 au 30 novembre 1996 inclus.

Arrêté n° 767/METFPAS du 18/7/95 — Les agents ci-après désignés, relevant de différents ministères sont mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) dans les conditions suivantes :

du 10 janvier 1994 au 9 janvier 1997 inclus

— GNANZEM Dadja, n° mle 022945-K, instituteur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon en service à IEPD Tchaoudjo-nord (Sokodé)

du 14 septembre 1992 au 30 novembre 1995 inclus

— ADABRAH Yawo Gbodji, n° mle 027920-S, comptable de 1^{re} classe 3^e échelon en service à la Direction des Finances

du 02 novembre 1994 au 1^{er} novembre 1996 inclus

— KPEPE Kossi Tsipodzé, n° mle 035698-L, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon, en service à la direction des Impôts.

— KPADJOUA Byiro Kokou Dometo, n° mle 034328-S, technicien supérieur du commerce et de gestion de 1^{re} classe 1^{er} échelon en service à la direction des Impôts.

Arrêté n° 787/METFPAS du 18/7/95 — M. KALGORA Takédéna, n° mle 026756-W, ingénieur adjoint de 1^{re} classe 1^{er} échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en fonction au Service Régional de la Protection des Végétaux à Atakpamé, est mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé pour une durée de trois (3) ans, valable du 2 novembre 1994 au 1^{er} novembre 1997 inclus.

Prorogation de stage

Arrêté n° 746/METFPAS du 17/7/95 — Est prorogée jusqu'au 30 novembre 1995 inclus la durée de stage de formation professionnelle à l'ENA des agents ci-après désignés relevant des différents ministères :

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

— SIMTAGNA Paziwedon, n° mle 034042-L, secrétaire d'adjonction de 1^{re} classe 1^{er} échelon en service à la direction des Assurances.

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

— ADOTE Comlan Mawulé, n° mle 034024-J, secrétaire d'adjonction de 2^e classe 4^e échelon en service à la direction de la Santé Publique.

Arrêté n° 772/METFPAS du 18/7/95 — Est prorogée jusqu'au 20 novembre 1995 inclus, la durée de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé de M. AGBOMADJI A. Kodjo, n° mle 034623-H, agent de promotion culturelle de 2^e classe 4^e échelon en service au cabinet du ministère de la Communication et de la Culture.

Arrêté n° 773/METFPAS du 18/7/95 — Est prorogée jusqu'au 16 décembre 1994 inclus, la durée de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé des agents ci-après désignés en service à la Direction Générale des Impôts à Lomé.

MM. ANWONE Nandja, n° mle 034395-H, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon

ADAMA-TASSA T. Biova, n° mle 034319-Z, comptable de 2^e classe 4^e échelon
 TCHAMDJA Kpélou, n° mle 034334-Y, technicien de commerce de 2^e classe 4^e échelon
 KOUMAI-MIFEDENA Ilankaato, n° mle 034327-R, technicien de commerce de 2^e classe 4^e échelon.

Retour de stage

Arrêté n° 799/METFPAS du 24/7/95 — Est constaté à compter du 23 janvier 1995, le retour de stage de M. ABALO Kokou Yano Litibé Djanyikpo, n° mle 031401-B, professeur de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'Ecole normale supérieure d'Atakpamé, désigné pour suivre un stage de formation professionnelle aux Etats-Unis d'Amérique suivant arrêté n° 90-62/PR-MTFP du 05 novembre 1990.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la Recherche scientifique.

Arrêté n° 800/METFPAS du 24/7/95 — Est constaté à compter du 30 septembre 1991, le retour de stage de M. BABA Nakom Koura, n° mle 013383-H, maître assistant de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au Village du Bénin, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Université Laval (Canada) suivant arrêté n° 733/METFPAS du 12 juillet 1995.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la recherche scientifique.

Changement de cadre

Arrêté n° 743/METFPAS du 17/7/95 — M. AJAVON Ayité Ata Kissé Kwame, n° mle 009804-E, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 1150) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est intégré dans celui des fonctionnaires des douanes en qualité de contrôleur des douanes de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 1150) conformément aux dispositions de l'article 29 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et des articles 44 et 46 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé conserve son affectation actuelle (section 07, chapitre 25 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1990.

Arrêté n° 751/METFPAS du 17/7/95 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. KPODZO Saba Kossi Afandina,

n° mle 007420-N, les arrêtés n°s 01201/METFP du 24 novembre 1987, 00155/METFP du 15 février 1989, 00982/METFP du 20 décembre 1990, 00509/METFP du 13 mai 1992, 1201/METFP du 24 novembre 1987 et 00771/METFP du 14 juillet 1994, portant respectivement avancement automatique, promotion et bonification d'échelons.

M. KPODZO Saba Kossi Afandina, n° mle 004420-N, conseiller de jeunesse et d'animation de 2^e classe 2^e échelon est élevé au 3^e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 26 juin 1986.

M. KPODZO Saba Kossi Afandina, n° mle 007420/N, conseiller de jeunesse et d'animation de 2^e classe 3^e échelon (cat. A1 — ind. 1600) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans en République de Côte d'Ivoire, est rayé du corps des conseillers de jeunesse et d'animation et intégré dans celui des inspecteurs en qualité d'inspecteur de jeunesse et d'animation de 3^e classe 4^e échelon (indice 1750) à compter du 1^{er} juillet 1987, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 37, chapitre 27 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 26 juin 1986, date du dernier avancement automatique d'échelon automatique de l'intéressé.

La situation administrative de M. KPODZO est révisée comme suit :

- 26-06-88 — inspecteur de jeunesse et d'animation de 2^e classe 1^{er} échelon
- 26-06-90 — inspecteur de jeunesse et d'animation de 2^e classe 2^e échelon
- 26-06-92 — inspecteur de jeunesse et d'animation de 2^e classe 3^e échelon (indice 2200).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 26 septembre 1994.

Arrêté n° 768/METFPAS du 18/7/95 — M. LOKMENDA Têna, n° mle 036283-M, ingénieur agro-météorologie de 2^e classe 4^e échelon (cat. A1 — indice 1750) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits est rayé de ce cadre et intégré dans le cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'ingénieur météorologue de 2^e classe 4^e échelon (cat. A1 — ind. 1750) et conserve son ancienneté et son affectation actuelle (section 21, chapitre 37 du budget général) conformément aux dispositions de l'article 29 de l'ordonnance n° 1 du 04

janvier 1968 et des articles 44 et 46 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 796/METFPAS du 24/7/95 — Mme KPODAR Ayélé épouse JOHNSON, n° mle 018171-D, institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — ind 750) est rayée du cadre des fonctionnaires de l'enseignement et intégrée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de comptable de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat B — ind 750) conformément aux dispositions de l'article 29 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et des articles 44 et 46 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 et conserve son ancienneté et son affectation actuelle (section 19, chapitre 11 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter du 21 mars 1994.

Arrêté n° 808/METFPAS du 24/7/95 — M. ABETE Afé-N'Dou n° mle 005035-M, secrétaire d'administration principal 2^e échelon (catégorie B — indice 1550) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est rayé de ce cadre et intégré dans le cadre des fonctionnaires des douanes en qualité de contrôleur des douanes principal 2^e échelon (catégorie B — B indice 1550) conformément aux dispositions de l'article 29 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et des articles 44 et 46 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 et conserve son ancienneté et son affectation actuelle (section 09, chapitre 25 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Bonification

Arrêté n° 776/METFPAS du 18/7/95 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. TETOU Kossi Ahamadou, n° mle 029413-P, les arrêtés nos 00205/MTFP du 21 février 1994 et 01122/METFP du 02 novembre 1994, portant respectivement promotion et avancement automatique d'échelon.

M. TETOU Kossi Ahamadou, n° mle 029413-P, professeur d'enseignement général de 2^e classe 3^e échelon (cat A1 — ind 2200) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de fin de stage de préparation aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement secondaire à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans à l'école normale supérieure de Fontenay/Saint Cloud en France est promu au grade de professeur d'enseignement général de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 2350) à compter du 06 juillet 1992 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 28 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 04 décembre 1990, date du dernier avancement automatique d'échelons de l'intéressé.

M. TETOU Kossi Ahamadou, n° mle 029413-P, est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 04-12-92 — prof. d'ens. gén. de 1^{re} classe 2^e échelon
- 04-12-94 — prof. d'ens. gén. de 1^{re} classe 3^e éch (ind 2650).

Arrêté n° 777/METFPAS du 18/7/95 — M. ISSA Mounirou, n° mle 035859-D, secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon (cat B — ind 850) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la licence ès-sciences juridiques, option : droit des affaires, session de juin 1993, de l'Université du Bénin, est élevé au 3^e échelon de son grade (indice 950) à compter du 1^{er} juillet 1993 et conserve son affectation actuelle (section 07, chapitre 25 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 8 août 1993, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 778/METFPAS du 18/7/95 — M. BETENORA Bina, médecin chirurgien dentiste 2^e échelon stagiaire (cat A1 — indice 1450) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du certificat d'études supérieures d'odontologie préventive et sociale de l'Université de Dakar, est élevé au 3^e échelon stagiaire de son grade (indice 1600) à compter du 17 mars 1992, date de sa prise de service et conserve son affectation actuelle (budget autonome du C.H.U. Tokoin).

Arrêté n° 779/METFPAS du 18/7/95 — Une bonification de 150 points est accordée à M. GBADOE Adama Dodji, n° mle 039405-F, médecin 2^e échelon (cat. A1 — ind 1450) pour son diplôme d'études spécialisées (DES) de pédiatrie et hygiène infantile obtenu à l'Université du Bénin.

M. GBADOE Adama Dodji est élevé au 3^e échelon de son grade (indice 1600) à compter de la date de sa prise de service.

Arrêté n° 780/METFPAS du 18/7/95 — M. AYENA Nouwagnon, n° mle 039503-Z, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de l'attestation du diplôme de licence ès-lettres (option : lettres modernes; session de 1994) de l'Université du Bénin, est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 850) à comp-

ter du 1^{er} janvier 1995 et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 22 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 792/METFPAS du 20/7/95 — Est et demeure rapportée la décision n° 1274/MFP du 12 septembre 1973, accordant bonification d'ancienneté.

Une bonification d'ancienneté de deux (2) ans est accordée à M. DATEVI Tette Gogoé, n° mle 007857-B, professeur de musique de 1^{re} classe 3^e échelon (cat A2 — ind 2000) pour ses services antérieurs accomplis de 1967 à 1970 à Abidjan (Côte d'Ivoire) en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit:

- 6-10-88 — prof de musique de 1^{re} classe 3^e échelon + 2a de bonification
- 6-10-88 — prof de musique de classe exceptionnelle (indice 2100) bonification. épuisée

Arrêté n° 804/METFPAS du 24/7/95 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. BAGNA Kodjo Banabessé, n° mle 033651-D, les arrêtés n°s 01089/MTFP du 21 décembre 1988, 001118/METFP du 12 février 1991, 0094/MTFP du 07 août 1992 et 00688/METFP du 16 novembre 1993, portant respectivement avancement automatique d'échelon, non autorisé à la promotion, promotion.

M. BAGNA Kodjo Banabessé n° mle 033651-D, bibliothécaire de 2^e classe 3^e échelon (cat A2 — ind 1300) titulaire de la maîtrise en droit, session de septembre-octobre 1987, est élevé au 4^e échelon de son grade (indice 1400) à compter du 1^{er} novembre 1987 et conserve son affectation actuelle (section 16, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 15 octobre 1986, date du dernier avancement de grade de l'intéressé.

La situation administrative de M. BAGNA est reprise comme suit :

- 15-10-88 — bibliothécaire de 2^e classe 4^e échelon recalé
- 15-10-90 — bibliothécaire de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 15-10-88 — bibliothécaire de 1^{re} classe 2^e échelon
- 15-10-88 — bibliothécaire de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 1700)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la sold compter du 11 mai 1994.

Reprise de service

Arrêté n° 745/METFPAS du 17/7/95 — Est constatée à compter du 28 décembre 1994, la reprise de service de Mme WILSON Afanvi Agnoko, épouse KPEGLO, n° mle 020129-T, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à l'Université du Bénin, mise en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 309/METFP du 20 mars 1992.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Arrêté n° 763/METFPAS du 18/7/95 — Est constatée à compter du 21 décembre 1994, la reprise de service de Mme BILANDJETAN Mawumbè épouse ZIGAH, n° mle 034392-A, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation mis en position de stage de formation professionnelle à l'école nationale d'administration (ENA) de Lomé suivant arrêté n° 480/METFP du 06 mai 1992.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Arrêté n° 774/METFPAS du 18/7/95 — Est constatée à compter du 21 décembre 1994, la reprise de service des agents ci-après désignés précédemment en service à la direction générale des Impôts à Lomé, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 405/METFP du 6 avril 1994.

MM. ANWONE Nandja, n° mle 034359-H, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon ADAMA-TASSA T. Biova, n° mle 034319-Z, comptable de 2^e classe 4^e échelon, TCHAMDJA Kpélou, n° mle 034334-Y, technicien du commerce de 2^e classe 4^e échelon, KOUMAI-MIFEDENA Ilankaato, n° mle 034327-Y, technicien de commerce de 2^e classe 4^e échelon.

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre de l'économie et des finances.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 770/METFPAS du 18/7/95 — M. GAVOE Kokou Ségbéfia, n° mle 024311-Z, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, précédemment en service au CEG de Camp Landja (préfecture de la Kozah)

suspendu de ses fonctions par arrêté n° 711/METFP du 8 juillet 1994 est rappelé à l'activité à compter du 11 janvier 1994 et remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Arrêté n° 809/METFPAS du 24/7/95 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, suspendus de leurs fonctions suivant arrêté n° 01669/METFPAS du 20 février 1995, sont rappelés à l'activité à compter des dates suivantes :

10 mars 1994

— M. DJAGNY Komi, n° mle 017423-Z, instituteur de 2^e classe 4^e échelon en service à l'école primaire publique d'Arima (Wawa)

22 septembre 1994

— M. BOUKA Mawuduzi Kodjo, n° mle 011771-V, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon en service à l'école primaire publique de Djindji (Wawa)

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Arrêté n° 811/METFPAS du 26/7/95 — Mme AGODA Pédié, épouse BODJONA, n° mle 014603-V, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, placée dans la position de disponibilité sans traitement est rappelée à l'activité à compter du 1^{er} juin 1995 et remise à la disposition du ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire.

Mise à disposition

Arrêté n° 739/METFPAS du 17/7/95 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, relevant du ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique sont mis à la disposition du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation pour compter du 1^{er} août 1995.

MM. DAMTARE Yakouba, n° mle 031274-U, instituteur de 2^e classe 2^e échelon, en service au CEG d'Adidogome, KODJO Lari, n° mle 027177-B, instituteur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon, en service à l'école primaire publique de Tambango-Bombouaka.

Le traitement des intéressés reste imputable à la section 27, chapitre 20 et 21 du budget général jusqu'au 31 décembre 1995.

Régularisation de situation administrative

Arrêté n° 750/METFPAS du 17/7/95 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. AGBO Sotonou, n° mle 029470-Q, l'arrêté n° 00688/METFP du 16 novembre 1993, portant avancement automatique d'échelons.

La situation administrative de M. AGBO Sotonou, n° mle 029470-Q, est révisée comme suit :

Catégorie C

— 05-01-91 — auxiliaire de promotion culturelle de 1^{re} classe 2^e échelon (ind 800)

Catégorie B

— 10-08-93 — secrétaire d'adt° de 2^e classe 2^e éch. (ind 850)
+ Ac : 7 m 5 j
— 05-01-95 — secrétaire d'adt° de 2^e classe 3^e éch. (ind 950)
Ac : néant

Promotion hors péréquation

Arrêté n° 814/METFPAS du 17/7/95 — La liste des fonctionnaires à promouvoir hors péréquation au titre de l'année 1994 est fixée comme suit à compter des dates ci-après :

Administration générale

- 24-05-93 — N'DJALAWÉ Bakaoul Assonam, n° mle 009076-N, attaché d'action de 2^e classe 4^e échelon (1400)
- 15-03-92 — ATARA Tfaraba Las Massinyo, n° mle 032066-U, technicien supérieur de tourisme de 1^{re} classe 3^e échelon (1700)
- 22-07-89 — KOUSSANDJA Lady épouse KOUASSI, n° mle 010437-F, agent de promotion sociale de 2^e classe 4^e échelon (1050)
- 7-12-89 — YEKPLE-DJILAN Kouma, n° mle 031774-Q, documentaliste de 2^e classe 4^e échelon (1400)
- 31-12-85 — TOLESSI Kokou, n° mle 021662-Y, secrétaire d'action de 2^e classe 4^e échelon (1050)
- 15-12-90 — BIRREGA Alaka, n° mle 014127-H, adjoint aditil de 2^e classe 4^e échelon (700)
- 1-12-920 — ADOH Kézié Essossimna, n° mle 035571-D, comptable mécanographe de 2^e classe 4^e échelon (700)
- 6-11-94 — NABEDE Kagnaya, n° mle 029287-R, instructeur de jeunesse de 1^{re} classe échelon (1350)
- 10-11-89 — SONHAYE Anichoko, n° mle 015456-A, administrateur principal 3^e échelon (2200)

Enseignement

- 20-09-92 — OGBONE Koami, n° mle 032777-T, professeur ens. gén. de 3^e classe 4^e échelon (1750)
- 01-01-94 — MESAN Eklou Biova, n° mle 026805-F, professeur des CEG de 2^e classe 3^e échelon (1700)
- 01-01-91 — KIAKOUDALI Essindama Piré, n° mle 029545-K, int. adjt de 3^e classe 4^e échelon
- 26-03-87 — AWILI Mananawé, n° mle 009945-B, monitrice de 3^e classe 4^e échelon (390)
- 15-09-90 — METSOKO Ina Dzifa Koffi, n° mle 032644-N, professeur adjt d'EPS de 3^e classe 4^e échelon (1400)
- 01-01-94 — KOGOE Gnazindo, n° mle 033203-V, professeur prof. Coll. d'ens. technique de 3^e classe 4^e échelon (1400)
- 29-08-94 — BALLE Tchodié Taassondi, n° mle 026677-P, professeur des CEG de 2^e classe 3^e échelon (1700)
- 20-08-90 — ADAM-NEKERE Tactalou, n° mle 012934-Q, inspecteur de 2^e cl. 3^e éch. (2200)
- 24-11-94 — AKABASSI Adjoavi, n° mle 009398-Y, prof. Ens. Techn. 3^e cl. 4^e éch. (1050)
- 01-07-93 — AVOKPO Yawo, n° mle 015323-V, prof. Ens. Gal. 2^e cl. 3^e éch. (2200)
- 01-01-89 — AMOUGNOM Kpatcha, n° mle 032048-S, inst. adjt de 2^e classe 3^e éch.
- 05-11-84 — DOH Ananivi Djamessi, n° mle 007964-W, prof. ens. sup. de 2^e classe 3^e échelon (2200)
- 23-06-92 — ADANDOGOU Komi Ekpé, n° mle 035289-B, professeur d'ens. gén. de 3^e classe 4^e échelon (1750)
- 01-01-92 — ADEGBLEAME Kokou Dodzi, n° mle 033014-Y, int. adjt de 3^e classe 4^e échelon (700)
- 01-01-94 — BRASSIER Polo Hamid, n° mle 023847-H, prof. des CEG de 2^e classe 3^e échelon (1800)
- 24-06-90 — OGOUBI Koffi Abalo, n° mle 010223-Z, professeur ens. général de 2^e classe 3^e échelon
- 01-01-88 — ATCHRIMI Améyo, épouse EKLK-KOKOU, n° mle 008254-Q, institutrice de 2^e classe 4^e échelon (1050)

Agriculture

- 01-09-91 — NOUAME Kossivi, n° mle 038872-J, ing. agro-économiste de 2^e classe 4^e échelon (1750)
- 01-10-91 — AMAH Dadjia, n° mle 030908-W, ing. des travaux des eaux et forêts de 1^{re} classe 3^e échelon (1700)

Santé

- 01-08-90 — AGBETOMEGNO Kokou, n° mle 016662-G, techn. sup. de laboratoire de 2^e classe 4^e échelon
- 01-11-89 — ADIATCHI Kossiwavi, épouse ABOTCHI, n° mle 004570-L, infirmière d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon (1350)

- 17-08-85 — AYAO Akouavi épouse AGBOBLI, n° mle 026635-M, infirmière auxiliaire 4^e échelon (390)
- 01-08-92 — EHON Ablewa, n° mle 16866-C, infirmière d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon (1350)
- 04-08-86 — DJEDU Koffi Hotso Gnamé, n° mle 023740-Q, agent technique de santé de 2^e classe 4^e échelon (1050)
- 02-08-84 — BEKETI Némé Kossiwa, n° mle 032285-X, accoucheuse ordinaire 4^e échelon
- 11-08-90 — BOUYO Pariké Adjoa épouse AMOTEHEWA, n° mle 028355-V, accoucheuse ordinaire 4^e échelon
- 02-08-87 — SAMAH Mola, n° mle 028132-N, infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon
- 02-08-87 — YIKPO Adjoa Massan Dodzi, n° mle 032421-F, infirmière adjointe 4^e échelon
- 01-08-91 — AGBA Gbandi Amoyé, épouse DJERI, n° mle 020177-T, sage-femme d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon (1350)

Douanes

- 30-07-86 — DOSSEH-ANYRON Etsri Mékaeli, n° mle 019271-Z, insp. des douanes de 2^e classe 4^e échelon (1750)
- 01-01-88 — AGNALA Ezzo, n° mle 010523-V, insp. des douanes de 2^e classe 4^e échelon (1750)
- 01-09-92 — YERIMA Mollah, n° mle 034809-B, insp. de 2^e classe 4^e échelon (1400)
- 01-02-91 — EGBELEOU Ouro-Akpo, n° mle 033793-K, insp. de 2^e classe 4^e échelon
- 31-12-94 — PANA Kézié, n° mle 005078-Y, contrôleur de 1^{re} classe 3^e échelon (1350)
- 28-05-94 — AKOURETE Kpakpovi, n° 021185-T, brigadier-chef 3^e échelon
- 08-06-89 — KOHOKA Koffi Toyou, n° mle 030049-K, préposé de 2^e classe 4^e échelon (390)
- 08-06-89 — SEMADEGBE Yao, n° mle 030126-G, préposé de 2^e classe 4^e échelon (390)
- 28-10-86 — BOFFOH Kassim, n° mle 006427-M, brigadier 3^e échelon
- 16-10-92 — KASSEM Lété, n° mle 021611-V, contrôleur princ. 3^e échelon.

OPTT

- 07-07-91 — GBEMOU Kwami-Asutsé, n° mle 007434-C, inspecteur des OPTT 4^e échelon (1750)
- 17-07-87 — GAFA Kodjo Télé, n° mle 006487-R, contrôleur des PTT de 2^e classe 4^e échelon (1050)
- 01-06-85 — HOMEKNA Nougava, n° mle 009985-K, agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon (700)
- 21-07-87 — BIMBA N'Djako, n° mle 011155-M, contrôleur de 2^e classe 4^e échelon (1050)
- 01-03-87 — ISSIZAIWA Tchamdja, n° mle 014695-R, inspecteur des PTT de 1^{re} classe 3^e échelon (1700).

Travaux Publics

01-07-88 — GANTIN Gbandi, n° mle 005148-E, contremaître des TP adjt 4^e échelon (700)

Architecture

15-10-85 — AWESSO Paa-Leh, n° mle 027372-E, architecte de 2^e classe 4^e échelon

Urbanisme

05-09-93 — AFO-DOGO Yaya Moussa, n° mle 034320-A, urbaniste de 3^e classe 4^e échelon (1750)

Contribution

- 01-09-94 — EVENTA Yawo Elihoho, n° mle 034859-V, inspect. central du trésor de 3^e classe 4^e échelon (1750)
- 01-08-88 — KONDO Eyoutekebiyè, épouse KPOHOU, n° mle 007425-B, inspectrice centrale du trésor de 2^e classe 3^e échelon (2200)
- 15-5-89 — ADJALLE Akua, épouse NOMESSI n° mlle 014386-L inspectrice centrale du trésor de 2^e classe, 3^e échelon (2200)

Mines et Géologie

29-08-86 — PEDANOU Biova Anoumou, n° mle 012808-J, ingénieur des mines et géologie de 2^e classe 3^e échelon (2200)

Affaires étrangères

20-07-89 — AKAKPO Dossou Ofumi, n° mle 025435-C, secrétaire des affaires étrangères principal 2^e échelon

Absence irrégulière

Arrêté n° 789/METFPAS du 18/7/95 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne les agents ci-après désignés du corps des fonctionnaires de l'enseignement, l'arrêté n° 1057/METFP du 27 août 1992 constatant absence irrégulière.

- SAMBIANI Y. Maridja, n° mle 029655-H, instituteur adjoint de 3^e classe 2^e échelon en service au CEG de Nagbém (Oti)
- AGBEZUDO Abravi Améwotowu, n° mle 023776-J, institutrice adjointe de 3^e classe 2^e échelon en service à l'école primaire publique de Badou-Sarakawa G/B.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 771/METFPAS du 18/7/95 — M. AMEDOME Komi, n° mle 022617-B, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Djemegni (préfecture du Haho), en instance de comparution devant le conseil de discipline est suspendu de ses fonctions à compter du 28 novembre 1992.

Durant la période de la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 801/METFPAS du 24/7/95 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. KOVE Hatéka, n° mle 017717-X, instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon, l'arrêté n° 1057/METFP du 27 août 1992 constatant absence irrégulière.

M. KOVE Hatéka, n° mle 017717-X, instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'Ecole Primaire Publique d'Aflao Sagbado, en instance de comparution devant le conseil de discipline est suspendu de ses fonctions à compter du 1^{er} septembre 1992.

Pendant la durée de la suspension l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations familiales.

Retraite

Arrêté n° 747/METFPAS du 17/7/95 — M. KUEGAH Akouété Amégnoh, n° mle 014701-P, infirmier d'Etat 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service au Centre de Santé de Kodjoviakopé à Lomé est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1995 conformément aux dispositions de l'article 21-II de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 756/METFPAS du 17/7/95 — M. KPENOUYOU Yayo, n° mle 007544-S, rédacteur en chef de l'information principal 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de la Radiodiffusion, en service au Ministère de la Communication et de la Culture est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1996 conformément aux dispositions de l'article 8, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté modifié

Arrêté n° 807/METFPAS du 24/7/95 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. AMEGEE Koffi Hihewodo, les arrêtés n° 00141/MTFP du 10/02/1989, n° 0607/MTFP du 01/08/1989, n° 0074/MTFP du 27/09/1990 et n° 00126/MTFP du 12/02/1991 fixant la liste des fonctionnaires non autorisés à avancer en grade.

La carrière de M. AMEGEE Koffi Hihewodo, n° mle 005772-E, inspecteur central du trésor de 3^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires du trésor, est reconstituée comme suit :

- 01-08-1987 — Inspecteur central du Trésor de 2^e classe 1^{er} échelon
- 01-08-1989 — Inspecteur central du Trésor de 2^e classe 2^e échelon
- 01-08-1991 — Inspecteur central du Trésor de 2^e classe 3^e échelon (indice 2200).

Rectificatif du 18/07/1995

Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents Ministères sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} juillet 1995 pour limite d'âge.

Ministère de la Santé, de la Population et de la Solidarité Nationale

Au lieu de :

- AGBEKA Enyonam Womeko, épouse WOOD, n° mle 004442-J, Laborantin d'Etat du C.E.

Lire :

- AGBEKA Enyonam Womeko, épouse WOOD, n° mle 004442-U, infirmière d'Etat principale de C.E.

Le reste sans changement.

Rectificatif du 24/07/95

Les enseignants ci-après désignés sont rayés de l'effectif du personnel de l'enseignement pour abandon de poste pour compter du 13 septembre 1976.

Au lieu de :

- KPONTON Quam-Dessou (Edouard), inst. de 3^e classe 1^{er} échelon

Lire :

- KPONTON Quam-Dessou Edouard, inst. adjt. de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire

Le reste sans changement.

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

Concession de pension de retraite, de veuve et orphelins

Décision n° 474/CRT/DP du 21/7/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1750, pourcentage 80 %) au montant annuel

de UN MILLION CENT SOIXANTE CINQ MILLE CINQUANTE SIX (1.165.056 Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme KUWONU Akuvi Amémélio épouse AWUTE, sage femme de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique, admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1994.

Il est également attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme KUWONU Akuvi Amémélio épouse AWUTE pour compter du 1^{er} janvier 1994 une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Esi Lolowu, née le 04 avril 1965
Kokou Mawuli, né le 19 juin 1968
Christel Esther Pascaline Essivi, née le 02 avril 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessous est fixé à CENT SEIZE MILLE CINQ CENT SIX (116.506) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1994.

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 les retenues restant dues par Mme KUWONU Akuvi Amémélio épouse AWUTE au titre de la validation de la période stagiaire seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 475/CRT/DP du 21/7/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de CINQ CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (565.884) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme CHARDEY Sando Sampè épouse AMEKUDJI, institutrice adjointe de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1993 ;

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme CHARDEY Sando Sampè épouse AMEKUDJI pour compter du 1^{er} novembre 1993 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés

Awuansou Kwami, né le 8 juin 1963
Awuansè Kodjo, né le 23 août 1965
Messan, né le 9 mai 1968
Anani, né le 6 août 1970
Anoumou, né le 4 juillet 1973.

Le montant de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT TREIZE MILLE CENT SOIXANTE DIX SEPT (113.177) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1993.

Les retenues restant dues par Mme CHARDEY Sando Sampè épouse AMEKUDJI, au titre de la validation des

périodes auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 476/CRTDP du 21/7/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 510, pourcentage 75 %) au montant annuel de TROIS CENT DIX HUIT MILLE TROIS CENT DOUZE (318.312) Francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. DOUBIGUE Pineyouri, Moniteur de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement général, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. DOUBIGUE Pineyouri pour compter du 1^{er} août 1992 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Kantifin, né le 13 juillet 1962

Podam, née le 16 octobre 1967

Ives Yendouyi, né le 19 mai 1970

Mirboika, née le 05 août 1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUARANTE SEPT MILLE SEPT CENT QUARANTE SEPT (47.747) Francs pour compter du 1^{er} août 1992.

M. DOUBIGUE Pineyouri pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Bimate, né le 31 octobre 1975

Babonte, né le 30 janvier 1986

Yendoutiéni, née le 09 mars 1986

Dam-Sanou, né le 26 juillet 1988

Banéniébe, née le 03 décembre 1989

Yendare, né le 21 mai 1992.

Les retenues restant dues par M. DOUBIGUE Pineyouri au titre de la validation de la période d'agent permanent seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 477/CRT/DP du 21/7/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1080, pourcentage 75 %) au montant annuel de SIX CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SOIXANTE SEIZE (674.076) Francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. ZOBINO Tonyéviadj, officier de police adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de la police, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. ZOBINO Tonyéviadj pour compter du 1^{er} jan-

vier 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au rang) ci-après désignés :

Kayi, née le 13 août 1968

Adjoavi, née le 30 juin 1969

Komla, né le 10 novembre 1970

Komigan, né le 06 janvier 1973

Enyonam Akouvi, née le 04 juin 1975

Kouami Adodo, né le 15 novembre 1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE HUIT MILLE CINQ CENT DIX NEUF (168.519) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1994.

M. ZOBINO Tonyéviadj pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Messan Gagnon, né le 19 août 1978

Elom Kodjo Agbenyégan, né le 26 mars 1979

Kossiwa Akofa, née le 1^{er} février 1981

Adjoa Mawulé, née le 27 juin 1983

Kökou Dona Togo, né le 15 juillet 1987

Akouavi Holali, née le 07 juin 1989

Essenam, née le 09 novembre 1993

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi 91-11 du 23 Mai 91, les retenues restant dues par M. ZOBINO Tonyéviadj au titre de la validation de ses services auxiliaire seront précomptées en quarante huit (48) mensualités sur la présente pension.

Décision n° 478/CRT/DP du 24/7/95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 850, pourcentage 75 %) au montant annuel de CINQ CENT TRENTE MILLE CINQ CENT VINGT (530.520) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DJOGBESSI Dassou, agent de recouvrement principal 1^{er} échelon du corps du personnel du Trésor, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DJOGBESSI Dassou pour compter du 1^{er} octobre 1993 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Afiwa, née le 22 septembre 1967

Koffi, né le 06 février 1970

Akouavi, née le 19 avril 1972

Agbeli, née le 03 mars 1974

Kossi, né le 30 mars 1974

Viegninou, né le 14 juin 1974

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT TRENTÉ DEUX MILLE SIX CENT TRENTE (132.630) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1993.

M. DJOGBESSI Dassou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Zandé, née le 04 juillet 1978
Edoh Edem, né le 11 août 1979
Affie, née le 17 juillet 1981
Amégnizi, né le 05 juin 1983
Afi Sika, née le 04 novembre 1983
Kayi, née le 13 septembre 1984

Les sommes restant dues par M. DJOGBESSI Dassou au titre de la validation des périodes auxiliaires seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 479/CRT/DP du 24/7/95 - Une pension civile d'ancienneté (indice 1450 pourcentage 75 %) au montant annuel de NEUF CENT CINQ MILLE QUATRE (905.004) Francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. KOUDAHE Amavi Ezoun, instituteur principal 1^{er} échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1994.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. KOUDAHE Amavi Ezoun pour compter du 1^{er} septembre 1994 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Akouavi Mitsokéwo, née le 18 juin 1966
Ablawoa, née le 17 juillet 1968
Koffi Amégnona, né le 02 avril 1971
Yawa, née le 04 mai 1972
Koffitsé Amégninou, né le 06 décembre 1974
Adjo Mawoulawoé Ahoéfa, née le 03 février 1977.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT VINGT SIX MILLE DEUX CENT CINQUANTE ET UN (226.251) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1994.

M. KOUDAHE Amavi Ezoun pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 20^e rang) ci-après désignés :

Adjoavi Tsotso Enyonam, née le 12 janvier 1976
Kodjo, né le 17 octobre 1977
Yao Dodjivi, né le 26 octobre 1978

Amélé Manmavi, née le 08 décembre 1978
Koffi, né le 30 mai 1980
Kokou, né le 28 mai 1981
Komivi Dzifa, né le 24 avril 1982
Akoua Enyonam, née le 15 septembre 1982
Koffi, né le 1^{er} juillet 1983
Kossiwa, née le 13 novembre 1983
Akouwa Lolonyo, née le 06 mai 1987
Ablavi Wobubé, née le 07 mars 1989
Kodjovi Amétépé, né le 29 juin 1992
Kokouvi, né le 02 juin 1993.

Décision n° 480/CRT/DP du 27/7/95 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1400, pourcentage 80 %) au montant annuel de NEUF CENT TRENTE DEUX MILLE CINQUANTE DEUX (932.052) Francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. KARIYIARE Djamiaré-Djo adjudant-chef 5^e échelon n° mle 276 du corps du personnel des forces armées togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kariyare Djamiaré-Djo pour compter du 1^{er} août 1992 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés

Pouknimpo, né le 18 octobre 1970
Yémpabe, née le 1^{er} avril 1972
Yéndoukoua, né le 4 octobre 1972
Mindri, né le 20 octobre 1974
Gadi, né le 9 décembre 1975

Ce taux est porté à 25 % pour compter du 1^{er} octobre 1992 au titre de son 6^e enfant Alipossi Yendoutié née le 28 septembre 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE VINGT SIX MILLE QUATRE CENT ONZE (186.411) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1992.

M. KARIYIARE Djamiaré-Djo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 13^e rang) ci-après désigné :

Alipossi Yendoutié, née le 28 septembre 1976
Tiendame, née le 19 juin 1978
Moyéme Yéntchim, née le 25 septembre 1978
Poyéme Yénnhague, née le 25 septembre 1978
Paquiyéndou, né le 17 février 1983

Palamangue, née le 8 mai 1989
 Yendouyi, né le 25 avril 1992
 Yendoumame, né le 25 avril 1992.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, KARIYIARE Djamiaré-Djo ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant Alipossi Yendoutié, née le 28 septembre 1976, pour compter du 1^{er} octobre 1992.

Décision n° 481/CRT/DP du 27/7/95 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de majoration pour enfants alloué à M. DEGBE Tougnon Ségbédji, adjudant 3^e échelon, n° mle 0233 du corps du personnel des forces armées togolaise, est porté pour compter du 1^{er} décembre 1994 de 15 % à 20 % de sa pension principale SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTE SIX (699.036) Francs l'an au titre de son enfant Yawavi, née le 06 juin 1974.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT TRENTE NEUF MILLE HUIT CENT SEPT (139.807) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1994.

Décision n° 482/CRT/DP du 27/7/95 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. KOTOKPA Koffi Evedzi, maréchal des logis-chef 4^e échelon n° mle 093 du corps du personnel des forces armées togolaises est porté de 20 % à 25 % de sa pension principale CINQ CENT CINQUANTE SEPT MILLE QUARANTE HUIT (557.048) Francs l'an pour compter du 1^{er} juillet 1994 au titre de son 6^e enfant Kouami né le 13 mai 1972.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT TRENTE NEUF MILLE DEUX CENT SOIXANTE DEUX (139.262) Francs pour compter du 1^{er} juin 1994.

Décision n° 483 /CRT/DP du 28/7/95 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. KORINGA Koulawa Didjinda, caporal-chef 5^e échelon n° mle 0087 du corps du personnel des forces armées togolaises est porté pour compter du 1^{er} juillet 1994 de 10 % à 15 % de sa pension principale TROIS CENT ONZE MILLE VINGT HUIT (311.028) Francs l'an au titre de son 4^e enfant Akissem, né le 09 juin 1974.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à QUARANTE SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE CINQ (46.655) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1994.

Décision n° 486/CRT/DP du 28/7/95 — Pour compter du 1^{er} août 1995, M. POYODE Tagba Bagoudjaré ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés :

Pakayokou, né le 11 janvier 1979
 Yota, né le 28 mars 1981
 Sékou, né le 30 mars 1984.

Décision n° 487/CRT/DP du 28/7/95 — Une pension unique (indice 750, pourcentage 65 %) d'un montant de HUIT CENT ONZE MILLE TROIS CENT SOIXANTE SEIZE (811.376) Francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve N'DAWA Somié née N'GNAMA épouse de feu N'DAWA Massama-Esso, caporal-chef 6^e échelon n° Mle 2037 du corps du personnel des forces armées togolaises décédé en retraite le 16 août 1992;

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 11 avril 1993, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de QUARANTE MILLE CINQ CENT SOIXANTE DOUZE (40.572) Francs à chacun des orphelins ci-après désignés :

Mazalo, née le 11 juin 1970
 Hodalo, née le 01 janvier 1972
 Kouméahalo, née 01 mai 1979
 Massalo, née le 20 février 1981
 Abalonoyou, né le 01 janvier 1982
 Kossi, né le 20 juin 1982
 Essohanam, née le 12 juillet 1984
 Abiré, née le 14 mars 1985
 Awèdéou, née le 26 novembre 1988
 Piniwè, née le 12 octobre 1989.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. N'DAWA Tchilabalo, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 488/95/CRT/DP du 28/7/95 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve KOUASSI Avlessi née ZINSOU épouse de feu KOUASSI Djossou Hompoklo, Maréchal des Logis-chef 4^e échelon, n° mle 151 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (en retraite), décédé le 23 août 1991 (indice 850, pourcentage 76,25 %) une pension de veuve au montant

annuel de DEUX CENT SOIXANTE NEUF MILLE SIX CENT QUATRE VINGT HUIT (269.688) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1996.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CINQUANTE TROIS MILLE NEUF CENT TRENTE SIX (53.936) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1991 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Adjoa, née le 13 mars 1963
Affi, née le 28 mai 1965
Amevi, né le 16 décembre 1967
Ayabavi, née le 18 décembre 1972
Améto, né le 24 juin 1978

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme ZINSOU Avlessi, chargée de leur tutelle.

Décision n° 489/CRT/DP du 28/7/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 670, pourcentage 75 %) au montant annuel de QUATRE CENT DIX HUIT MILLE CENT SOIXANTE SEIZE (418.176) Francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. DJRAMEO Tèmè Misiamenu, Infirmier d'Élevage de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Agriculture, de l'élevage, des forêts et chasse et du Conditionnement des Produits, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. DJRAMEO Tèmè Misiamenu pour compter du 1^{er} octobre 1993 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Dédé Kafui, née le 19 novembre 1959
Dédé, née le 10 octobre 1966
Koko, née le 11 novembre 1968
Tété Mawusse, né le 12 novembre 1968
Tété Mawubedjro, né le 22 juin 1970
Dédé, née le 05 avril 1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE MILLE CINQ CENT QUARANTE QUATRE (104.544) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1993.

M. DJRAMEO Tèmè Misiamenu pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1993 sur justification de ses enfants (du 8^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Mablé, née le 12 septembre 1973
Koko Enyonam, née le 24 mai 1976
Messan, né le 04 février 1981

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, les retenues restant dues par M. DJRAMEO Tèmè Misiamenu au titre de la validation des services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 490/CRT/DP du 28/7/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 80 %) au montant annuel de UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUATRE VINGT DOUZE (1.864.092) Francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. EKOUE Anani Adamah, inspecteur de l'éducation nationale de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1994.

M. EKOUE Anani Adamah pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 3^e rang) ci-après désignés :

Bertrand Amavi, né le 08 février 1969
Adamah Anani Gagnon, né le 06 décembre 1976
Ayélé, né le 23 août 1983.

Décision n° 491/CRT/DP du 28/7/95 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1450, pourcentage 70 %) au montant annuel de SEPT CENT SOIXANTE SIX MILLE CENT TRENTE SIX (766.136) Francs pour compter du 1^{er} avril 1985, de HUIT CENT QUATRE MILLE QUATRE CENT QUARANTE (804.440) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et de HUIT CENT QUARANTE QUATRE MILLE SIX CENT SOIXANTE QUATRE (844.66) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 au 22 mai 1991 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. CAPO-CHICHI Dossa Kinglo, agent technique principal 1^{er} échelon, admis à la retraite.

M. CAPO-CHICHI Dossa Kinglo étant promu pour compter du 1^{er} janvier au 2^e échelon de son grade d'agent technique principal (indice 1550) pourra prétendre pour compter du 23 mai 1991 au bénéfice de la révision de sa pension concédée ci-dessus, sur la base des dispositions de l'article 4 du décret n° 91-208 du 6 septembre 1991.

Le montant annuel de la pension civile d'ancienneté (indice 1550), pourcentage 80 %) ainsi révisée est fixé à UN MILLION TRENTE UN MILLE NEUF CENT QUATRE (1.031.904) Francs pour compter du 23 mai 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. CAPO-CHICHI Dossa Kinglo pour compter du 1^{er} avril 1985, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Julianne, née le 09 janvier 1954
 Luc Gbégniho, né le 18 octobre 1955
 Démondji Firmin, né le 13 octobre 1957
 Agathe, née le 07 février 1959
 Dossou Alain, né le 17 juillet 1960
 Adjoa, née le 03 juillet 1961

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE VINGT MILLE CINQ CENT TRENTE SIX (191.536) Francs pour compter du 1^{er} avril 1985, à DEUX CENT UN MILLE DIX (201.110) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987, à DEUX CENT ONZE MILLE CENT SOIXANTE SIX (211.166) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 au 22 mai 1991 et à DEUX CENT CINQUANTE SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE SEIZE (257.979) Francs pour compter du 23 mai 1991.

M. CAPO-CHICHI Dossa Kinglo pourra prétendre pour compter du 1^{er} avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Sègnigbé, née le 24 novembre 1965
 Mawuton, née le 1^{er} mars 1968
 Hodonou Kisito, né le 03 juin 1970
 Vigninou, né le 16 janvier 1971.

Les sommes perçues au titre de l'arrêté n° 708/MEF/CR du 08 novembre 1985 seront déduites des arrérages de la présente pension.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

Décision n° 492/CRT/DP du 28/7/95 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve BRUCE Adjoavi (née SEGLA) épouse de feu BRUCE Comlan professeur technique-adjoint de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Enseignement (indice 1050, pourcentage 65 %) décédé en activité le 20 juin 1992, une pension de veuve au montant annuel de DEUX CENT QUATRE VINGT TROIS MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT SIX (283.986) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1992.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CINQUANTE SIX MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT DIX SEPT (56.797) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1992 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Yaovi Anani, né le 11 novembre 1971
 Anoumou, né le 13 janvier 1977.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. BRUCE Mathé Kodjo, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Les retenues restant dues par feu BRUCE Comlan au titre de la validation de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

Décision n° 162/MDRET/DGDR/DEP du 31/7/95 — M. TOFFA Koffi Adodo, docteur vétérinaire, diplômé de l'academie agricole de l'Ukraine et inscrit à la section médecine vétérinaire de l'ordre national des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et médecins-vétérinaires du Togo sous le n°488/V est autorisé à ouvrir un dépôt de pharmacie vétérinaire privée à Lomé dans la rue de l'OCAM.

L'intéressé devra se conformer aux dispositions légales en vigueur dans l'exercice de la profession vétérinaire au Togo.

Il se mettra également en contact avec le ministère du Commerce, des Pêches et des Transports et la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo pour les formalités d'usage.

Le directeur de l'élevage et des pêches est chargé de l'application de la présente décision qui prend effet pour compter de sa date de signature.

LISTE DES DECISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES ET DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT DE LA CEDEAO

(Accra — 24-29 juillet 1995)

- 1) — Décision C/DEC — 1/7/95 relative au renforcement des ressources financières du Fonds de la CEDEAO.
- 2) — Décision C/DEC — relative aux réclamations du consortium d'Entreprises (CDE) et aux contre-réclamations du Fonds de la CEDEAO suite aux travaux de construction du siège du Fonds.
- 3) — Décision C/DEC — 3/7/95 portant création d'une commission d'enquête sur la gestion des ressources financières du Fonds.
- 4) — Décision C/DEC — 4/7/95 relative à la fusion de l'organisation de coordination et de coopération pour la lutte contre les grandes endémies (OCCGÉ) et la West African Health Community (WAHC) pour former l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)
- 5) — Décision C/DEC — 5/7/95 portant liste des entreprises et des produits industriels agréés en 1995 pour bénéficier des avantages du schéma de libéralisation des échanges entre les Etats membres de la CEDEAO.
- 6) — Décision C/DEC — 5/7/95 relative à l'institutionnalisation de la réunion des experts juristes de la CEDEAO.
- 7) — Décision C/DEC — 7/7/95 relative à l'harmonisation du droit des Affaires dans les Etats membres.
- 8) — Décision A/DEC — 4/7/95 relative à la ratification du Traité révisé des protocoles et conventions de la CEDEAO.
- 9) — Décision A/DEC — 5/7/95 relative aux mesures appli-

cables aux Etats membres en arriérés au titre des diverses obligations financières envers les institutions de la communauté.

- 10) — Décision A/DEC — 6/7/95 relative à l'évaluation des fonctionnaires statutaires.
- 11) — Décision A/DEC — 5/7/95 relative aux mesures applicables aux Etats membres en arriérés au titre des diverses obligations financières envers les institutions de la communauté.
- 12) — Décision A/DEC — 3/7/95 relative à l'octroi du statut d'observateur à l'union des journalistes de l'Afrique de l'ouest (UJAO).
- 13) — Décision A/DEC — 2/7/95 relative à la création de comités techniques nationaux de suivi du réseau inter-Etats des Télécommunications.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

TRENTE-SEPTIEME SESSION DU CONSEIL DES
MINISTRES DE LA CEDEAO

Accra 24-27 juillet 1995

Décision C/DEC 1/7/95 relative au renforcement des ressources financières du Fonds de la CEDEAO

Le conseil des ministres,

Vu l'article 6 du Traité de la communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) portant création du conseil des ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

Vu les décisions A/DEC 2/6/88 et A/DEC, 10/6/89 relative à l'étude sur le renforcement des ressources financières du Fonds de la CEDEAO ;

Considérant le rapport du comité ministériel ad hoc pour le renforcement des ressources financières du fonds de la CEDEAO

DECIDE :

Article premier — Le budget du projet de renforcement des ressources financières du Fonds fixé à UC 698.057 est approuvé ;

Art. 2 — Le fonds de la CEDEAO est par la présente autorisé à négocier et à signer un contrat d'étude de restructuration avec la bureau d'étude Maxwell Stamp Plc United Kingdom.

Art. 3 — L'étude de restructuration sera entreprise conformément au calendrier joint à la présente décision.

Art. 4 — La présente décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le journal officiel de la Communauté et dans le Journal officiel de chaque Etat Membre.

Fait à Accra, le 27 juillet 1995

Pour le Président du Conseil des Ministres

Mr. Victor SELORMEY

DECISION C/DEC. 2/7/95 RELATIVE AUX RECLAMATIONS DU CONSORTIUM D'ENTREPRISES (CDE) ET

AUX CONTRE-RECLAMATIONS DU FONDS DE LA
CEDEAO SUITE AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION
DU SIEGE DU FONDS

LE CONSEIL DES MINISTRES,

Vu l'article 6 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

Considérant la recommandation de la Trente-Troisième Session du Conseil d'Administration de la CEDEAO tenue du 21 au 23 juillet 1995 à Accra, Ghana;

DECIDE

Les réclamations du Consortium d'Entreprises (CDE) et les contre réclamations du Fonds de la CEDEAO suite aux travaux de construction du siège du Fonds sont réglées comme suit : La direction générale du Fonds est autorisée à payer au Consortium d'Entreprises (CDE) un montant de 120 000 000 (cent vingt millions) de Francs CFA pour le règlement définitif de la réclamation initiale de 675 653 302 (six cent soixante-quinze millions six cent cinquante-trois mille trois cent deux) Francs CFA.

La présente décision abroge toute décision et tout règlement antérieurs relatifs à cette matière.

La présente décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le Journal Officiel de la Communauté et dans le Journal Officiel de chaque Etat membre.

Fait à Accra, le 27 juillet 1995

Pour le Président du Conseil des Ministres

Mr. Victor SELORMEY

DECISION C/ DEC. 3/7/95 PORTANT CREATION D'UNE
COMMISSION D'ENQUETE SUR LA GESTION DES
RESSOURCES FINANCIERES DU FONDS

LE CONSEIL DES MINISTRES,

Vu l'article 6 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

Considérant qu'il ressort du rapport de la trente-troisième session du Conseil d'Administration du Fonds tenue à Accra du 21 au 23 juillet 1995, que d'importantes sommes d'argent ont été compromises à l'occasion de certains investissements du Fonds de la CEDEAO notamment la participation au capital de ECO-BANK ETI, les fonds gelés à la BCCI et à la Méridien International Bank Limited (MIBL);

Considérant que la nécessité de se prémunir à l'avenir contre de tels préjudices requiert que les causes en soient recherchées et les responsabilités situées ;

DECIDE

Article premier

Il est créé une commission d'enquête chargée de vérifier les investissements du Fonds de la CEDEAO relatifs à la participation au capital d'ECOBANK ETI, aux fonds gelés à la BCCI et à la Meridien International Bank Limited (MIBL).

La commission est composée des Gouverneurs de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de la Banque du Ghana.

La commission pourra se faire assister de toutes les compétences qu'elle jugera nécessaires au bon accomplissement de sa mission.

La commission rendra compte des résultats de ses investigations à la trente-huitième session du Conseil des Ministres.

La présente décision entre en vigueur à compter de sa signature et sera publiée dans le Journal Officiel de la Communauté et dans le Journal Officiel de chaque Etat membre.

Fait à Accra, le 27 juillet 1995
Pour le Président du Conseil des Ministres

Mr. Victor SELORMEY

**DECISION C/DEC 4/7/95 RELATIVE A LA FUSION
DE L'ORGANISATION DE COORDINATION ET DE
COOPERATION POUR LA LUTTE CONTRE LES
GRANDES ENDEMIES (OCCGE) ET LA WEST
AFRICAN HEALTH COMMUNITY (WAHC) POUR
FORMER L'ORGANISATION OUEST AFRICAINE
DE LA SANTE (OOAS)**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

Vu l'article 6 du Traité de la CEDEAO portant création du conseil des ministres et définissant sa composition et ses fonctions;

Vu le Protocole relatif à la création d'une organisation ouest africaine de la santé, signé à Abuja le 9 juillet 1987;

CONSCIENT que la fusion de l'OCCGE et la WAHO en une seule organisation inter-gouvernementale ayant le statut d'une institution spécialisée de la CEDEAO permettra de faire face aux problèmes de santé se posant à l'ensemble de la sous-région ouest-africaine;

REAFFIRMANT sa volonté de créer une organisation ouest-africaine unique de la santé placée sous les auspices de la CEDEAO, grâce à la fusion des deux organisations existantes, l'OCCGE et la WAHO;

Sur RECOMMANDATION de la deuxième réunion des Ministres de la santé tenue à Cotonou les 6 et 7 juillet 1995.

DECIDE :

Article premier — Les Etats membres réaffirmant leur volonté de créer une organisation unique de la santé placée sous les auspices de la CEDEAO, grâce à la fusion de l'Organisation de Coordination et de Coopération pour la lutte contre les Grandes Endémies (OCCGE) et la West African Health Community (WAHO).

Art. 2 — Le secrétariat exécutif est chargé de la mise en œuvre de la présente décision et, au cours de l'exercice 1996, fera les inscriptions budgétaires nécessaires en vue du financement des activités liées au processus de la fusion.

Art. 3 — La présente décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le Journal Officiel de la Communauté et dans le Journal Officiel de chaque Etat membre.

Fait à Accra, le 27 juillet 1995.

Pour le Président du Conseil des Ministres

M. Victor SELORMEY

**DECISION C/DEC.5/7/95 PORTANT LISTE DES ENTRE-
PRISES ET DES PRODUITS INDUSTRIELS AGREES
EN 1995 POUR BENEFICIER DES AVANTAGES
DU SCHEMA DE LIBERALISATION DES ECHANGES
ENTRE LES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO**

LE CONSEIL DES MINISTRES

Vu l'article 6 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions;

Vu le Protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la CEDEAO et les Actes et décisions modificatifs subséquents;

Vu la décision C/DEC. 3/6/88 du Conseil des Ministres portant définition de la procédure d'agrément des produits industriels et entreprises au bénéfice des avantages du schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO;

Vu la décision A/DEC.6/7/92 du 29 juillet 1992 de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO relative à la mise en application d'un schéma unique de libéralisation des échanges de produits industriels originaires des Etats membres de la CEDEAO;

Sur RECOMMANDATION de la trente-quatrième réunion de la Commission du Commerce, des Douanes, de l'Immigration, des Questions Monétaires et des Paiements tenue à Lagos du 12 au 14 juin 1995.

DECIDE :

Art. 1 — Les entreprises et les produits industriels remplissant les conditions d'origine de la CEDEAO dont la liste est jointe à la présente décision sont agréés pour bénéficier des avantages du schéma de libéralisation des échanges intra-communautaires.

Art 2 — Le secrétariat exécutif donne à chaque entreprise concernée un numéro d'agrément qui doit obligatoirement figurer sur le certificat d'origine et sur les modèles de déclaration en douane CEDEAO et en informe les Etats membres.

Art. 3 — Les Etats membres et le secrétariat exécutif prendront les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente décision.

Art. 4 — La présente décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le journal officiel de la Communauté et dans le journal officiel de chaque Etat membre.

Fait à Accra, le 27 juillet 1995

Pour le Président du Conseil des Ministres

M. Victor SELORMEY

Liste des entreprises et produits industriels proposés à l'agrément
List of products and enterprises proposed for approval

Identité des entreprises par Etat membre/Identity of enterprises by members states	N° Nomenclature douanière Customs Nomenclature N°	Produits/Products
<p>I. BENIN</p> <p>1. SOBEPEC B.P. 466 Cotonou</p>	<p>EX 3209.10 EX 3209.10 EX 3208.90</p> <p>EX 3208.90</p> <p>3212.90</p> <p>3214.10</p> <p>3814.00</p>	<p>— Vernis/varnishes</p> <p>— Peinture à l'eau/emulsion paint</p> <p>— Autres peintures en récipients d'une contenance de plus de 5 litres/paint in containers of more than 5 litres.</p> <p>— Autres peintures en récipients d'une contenance de moins de 5 litres/Paint in containers not exceeding 5 litres.</p> <p>— Colorants/Dyes</p> <p>— Mastic/Mastics</p> <p>— Diluants/Thinners</p>
<p>II. GHANA</p> <p>1. Aluminium Enterprises Limited (AEL) Tema, Accra.</p> <p>2. Allied Metals Limited P.O. Box 3688, Accra,</p> <p>3. Modern Aluminium Industries Limited P.O. Box 3688, Accra.</p> <p>4. APPIAH MENKA Complex Ltd,</p> <p>5. TEMA Steel Company Limited</p>	<p>7602.00</p> <p>7615.10</p> <p>7606.11</p> <p>7317.00</p> <p>7615.10</p> <p>3401.19</p> <p>7202.19</p> <p>7227.90</p> <p>7213.39</p>	<p>— Déchets et débris d'aluminium (lingots)/Aluminium dross and scraps (ingots).</p> <p>— Articles de ménage ou d'économie domestique/Aluminium household utensils.</p> <p>— Tôles en aluminium/Aluminium Corrugated sheet.</p> <p>— Pointes et clous en fonte, fer ou acier/Wire nails.</p> <p>— Articles de ménage ou d'économie domestique/Aluminum household and cooking utensils.</p> <p>— Savons/Soap</p> <p>— Steel billets/billetes</p> <p>— High tensile rods /fil machine en autres aciers alliés,</p> <p>— Mild Steel rods/fil machine en aciers, non alliés.</p>

III NIGERIA	7606.12	— Tôles et bandes en Aluminium Aluminium coil /mill finished and coated
	7221.00	— Fil machine en acier/Steel coil coated
	7616.10	— Autres ouvrages en aluminium (Mondelles) / Aluminium circles
	7608.10	— Tubes et tuyaux en aluminium/Aluminium collapsible tubes.
	7610.90	— Construction et parties de construction ... en aluminium, etc ; tôles, barres, profilés en vue de leur utilisation dans la construction/ Aluminium partitioning and ceiling tiles.
2. PEUGEOT AUTOMOBILE NG. LTD.	8708.29	— Autres parties et accessoires de carrosseries (y compris les cabines)/ Other parts and accessories of bodies (including cabs).
3. LINO LABORATORIES LTD. P.O. Box 1547, Lagos,	2009.30	— Jus de tout autre agrume/Jus of any other single citrus fruit.
	2009.60	— Jus de raisin/Black currant drink
	7606.11	— Tôles et bandes en aluminium/Aluminium coils and circles
4. TOWER ALUMINIUM NG. PLC.	7604.10	— Barres et profiles en aluminium/Extruded alu minium profiles.
	7606;92	— Autres tôles en aluminium/Aluminium roo fing sheets.
	7615.10	— Articles de ménage ou d'économie domes tiques/Kitchen and other household articles.
	8207.20	— Filières pour l'étrirage ou filage des métaux /Dies.
	3909.10	— Résines uréiques/urea formaldehyde glue
	3907.50	
5. ORGANIC CHEMICAL IND. LTD.	3505.10	— Résines alkydes/Alkyol resins.
	3905.19	— Dextrine et autres amidons et féculés modi fiés/Dextrins and other modified starches..
	3307.49	— Autres polymères d'acetate de vinyle/Polyvinyl acetate emulsions.
6. ROKANA INDUSTRIES LTD.		— Désodorisant de locaux/ Rooms deodorant

7.AFPRIINT NIGERIA PLC. P.O. Box 3623; Lagos.	5208.51	— Tissus de coton, imprimés armure toile d'un poids n'excédant pas 100g/m ² / Women fabrics of cotton (printed); plain weave, weighing not more than 100g/m ² .
	5208.52	— Tissus de coton, imprimés à armure toile d'un poids excédant 100g/m ² Woven fabrics of cotton (printed); plain weave, weighing more than 100g/m ² .
8. DEVON INDUSTRIES LTD.	1511.90	— Huile de palme/Palm oil.
9.INTERNATIONAL CARPETS INDUSTRIES LTD.	5703.30	— Tapis en autres matières textiles synthétiques/Carpets of other man-made textile materials.
	5702.42	— Revêtements de sol à velours, confectionnés de matières textiles synthétiques/Other textile floor coverings, woven.
10.IVY PRODUCTS NIG. LTD.	3923.10	— Articles de transport et d'emballage en matière plastique/Plastique containers.
	3305.10	— Shampoings/Cosmetics products (shampoos).
11.DELTA Packaging Company	3923.29	— Sacs plastiques/Polypropylène sacks.
IV. SENEGAL	1508.10	— Huile d'arachide brute/Groundnut crude oil.
1. SONACOS BP. 639 ; DAKAR	1508.90	— Huile d'arachide raffinée/Groundnut refined oil.
V. TOGO	2305.00	— Tourteaux d'arachide/Groundnut oil cakes.
1. Industrie Togolaise des plastiques (ITP) B.P. 3086, Lomé	3917.23	— Tubes et tuyaux rigides en polymères du chlorure de vinyle/Tubes and pipes rigid of polymers of vinyl chloride.
	3917.29	— Tubes et tuyaux rigides en autres matières plastiques/tubes and pipes of other plastics.
	3923.10	— Boîte, caisses, casiers et articles similaires/boxes, cases crates and similar articles.
	3924.90	— Cuvettes et seaux/Dishes and buckets
2. Nouvelle Industrie des Oléagineux du Togo (NIOTO) BP. 3086, Lomé,	1512.21	— Huile de coton/cotton seed oil.
	1513.21	— Huile de palmiste brute / palm kernel (crude oil)
	1517.90	— Beurre de Karité / preparation of vegetable oil (karité butter).
	2306.10	— Tourteaux de coton/Cotton
3.BRASSERIE BB. LOME S.A. B.P. 896, Lomé.	2203.00	— Bières de malt/Beer made from malt; — en récipients d'une contenance de 0,5 litre à 1 litre/in containers of 0,5 litre to 1 litre. — en récipients d'une contenance de 0,5 litre ou m moins /in containers holding of 0,5 litre or less.

<p>4. SIPAT BP. 3913 Lomé, TOGO</p>	<p>2202.10 4820.20 4820.30</p>	<p>— Eaux, y compris... et les eaux gazeufiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées/Waters including... aerated waters, containing added sugar or other sweetening matter or flavoured</p> <p>— Cahiers/Exercices books</p> <p>— Classeurs, reliures, chemises & couvertures à dossiers/blinder folders & file-covers.</p> <p>— Autres papiers & cartons découpés à format en vue d'un usage déterminé (pour machine à écrire pour écriture, pour écriture d'impression)/other paper and paperboard, off a kind used for, writing printing or other graphic.</p>
---	---	---

DECISION C/DEC. 67/95 RELATIVE A L'INSTITUTIONNALISATION DE LA REUNION DES EXPERTS JURISTES DE LA CEDEAO;

LE CONSEIL DES MINISTRES

Vu l'article 6 du Traité de la CEDEAO portant création du conseil des ministres et définissant sa composition et ses fonctions;

CONSIDERANT la nécessité pour les experts juristes des Etats membres, de se réunir périodiquement entre eux et avec le secrétariat exécutif, à l'effet de réfléchir sur des questions intéressant la communauté;

DECIDE

Article premier

1. Il est institutionnalisé une réunion des experts juristes de la CEDEAO qui se tiendra une fois par an.

2. La réunion des experts juristes examinera toutes les propositions préalablement à leur examen par la réunion des ministres de la justice et le Conseil des Ministres.

Art. 2. — La réunion des experts juristes de la CEDEAO prêtera son concours au secrétariat exécutif dans le cadre de :

I) — la définition de stratégies et l'élaboration de projets de textes régissant l'harmonisation des législations nationales des Etats membres;

II) — l'examen de divers projets de textes préparés par le Secrétariat Exécutif;

III) — la réalisation du suivi et de l'évaluation de la mise en oeuvre des textes de la CEDEAO entrés en vigueur.

IV) — l'échange d'informations et la proposition de modalités relatives à la création au Secrétariat Exécutif d'un fonds documentaire et d'une banque de données juridiques et judiciaires;

V) — la préparation de plans d'actions, la définition de projets et l'élaboration de programmes et de calendriers;

VI) — l'exécution de toutes autres tâches que la réunion des Ministres de la Justice ou le Conseil des Ministres pourront lui confier.

Art. 3. — La réunion des experts juristes de la CEDEAO sera composée de professionnels d'une compétence avérée, choisis par les Etats membres parmi les cadres possédant les qualifications et l'expérience requises pour étudier les questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 4. — La réunion des experts juristes sera convoquée par le Secrétariat Exécutif à sa propre initiative, sur une directive de la Conférence ou du Conseil, ou à la demande d'un Etat membre.

Art 5. — Le Secrétariat Exécutif est chargé de la mise en oeuvre de la présente décision qui entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le Journal officiel de chaque Etat membre.

Fait à Accra, le 27 juillet 1995

Pour le Président du Conseil des Ministres

M. Victor SELORMEY

DECISION C/DEC. 7/7/95 RELATIVE A L'HARMONISATION
DU DROIT DES AFFAIRES DANS LES ETATS MEMBRES

LE CONSEIL DES MINISTRES,

Vu l'article 6 du Traité de la CEDEAO portant création du conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions;

CONSCIENT de la pluralité des traditions et des systèmes juridiques ainsi que des différences dans les procédures et les pratiques juridiques et judiciaires en cours dans la sous-région;

RECONNAISSANT la nécessité et l'avantage de l'harmonisation du droit des affaires des Etats membres, dans la perspective de la rationalisation et de l'amélioration du cadre juridique et judiciaire des entreprises et des opérateurs économiques;

S'INSPIRANT des initiatives prises par les pays membres de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), dans le sens de l'harmonisation du Droit des Affaires dans la zone franc;

SUR RECOMMANDATION des Experts juristes de la CEDEAO à l'issue de leur sixième réunion tenue à Lagos du 25 au 28 avril 1995;

DECIDE

Article premier — Les Etats membres s'engagent à harmoniser leur Droit des Affaires.

Art. 2. En attendant que la Commission des Affaires Politique, Judiciaire et Juridique de Sécurité Régionale et de l'Immigration prévue par l'article 22 du Traité Révisé devienne opérationnelle, le Secrétariat Exécutif est chargé de mettre en place un comité composé de trois éminentes personnalités, représentant chacune une des zones linguistiques de la Communauté.

Art. 3. Le comité travaillera avec la collaboration de spécialistes distingués du Droit des Affaires dans la sous-région et s'emploiera à :

- I) — recueillir et rassembler tous les textes relatifs au Droit des Affaires en vigueur dans les Etats membres;
- II) — proposer les structures appropriées à mettre en place en vue de l'harmonisation;
- III) — recueillir auprès des sources compétentes toutes les informations disponibles sur les procédures et les pratiques en usage dans les Etats membres dans le domaine du Droit des Affaires;
- IV) — identifier les domaines du Droit des Affaires à harmoniser et en établir l'ordre de priorité;
- V) — prêter son secours au Secrétariat Exécutif, dans le cadre de la recherche auprès des organisations et des institutions compétentes du financement destiné à l'entreprise d'harmonisation.

Art. 4. Le Secrétariat Exécutif présentera dès que possible un rapport aux instances de décision de la Communauté, portant sur cette question.

Art. 5. La présente Décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le Journal Officiel de la Communauté et dans le Journal Officiel de chaque Etat membre.

Fait à Accra, le 27 juillet 1995

Pour le Président du Conseil des Ministres
M. Victor SOLORMEY

DIX-HUITIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES
CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT

ACCRA, 28 — 29 JUILLET 1995

DECISION A/DEC. 4/7/95 RELATIVE A LA RATIFICATION
DU TRAITE REVISE, DES PROTOCOLES ET
CONVENTIONS DE LA CEDEAO.

LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE
GOUVERNEMENT,

Vu l'article 5 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions;

REAFFIRMANT le désir collectif des seize Etats de la sous-région d'oeuvrer en vue de la réalisation en Afrique de l'Ouest d'une intégration totale fonctionnelle pour le développement effectif des économies nationales et le bien-être des populations;

CONSIDERANT que pour parvenir à l'objectif sus-visé; il est nécessaire de mettre en oeuvre l'ensemble des actes de la Communauté;

CONSIDERANT que la mise en oeuvre des actes tels que le Traité Révisé ainsi que les Protocoles et Conventions de la Communauté requiert leur ratification effective et urgente;

CONSIDERANT la Résolution C-RES. 1/7/95 adoptée par la trente-septième session du Conseil des Ministres tenue à Accra du 24 au 27 Juillet 1995;

DECIDE

Article premier. — Les Etats membres qui n'ont pas encore ratifié le Traité Révisé de la CEDEAO devront procéder à sa ratification au plus tard le 31 décembre 1995.

Art. 2. — Tous les Protocoles et Conventions de la CEDEAO devront être ratifiés par tous les Etats membres au plus tard le 30 juin 1996.

Art. 3. — Les Etats membres qui auront ratifié le Traité Révisé ainsi que les protocoles et Conventions de la CEDEAO dans les délais fixés aux articles 1 et 2 ci-dessus devront en déposer les instruments de ratification au Secrétariat Exécutif au plus tard le 31 Janvier 1996 pour ce qui concerne le Traité Révisé, et au plus tard le 31 juillet 1996 pour ce qui concerne les Protocoles et Conventions.

Art. 4. — Le Secrétariat Exécutif est chargé du suivi de la ratification par les Etats membres, du Traité Révisé ainsi que des Protocoles et Conventions de la Communauté.

Art. 5 — La présente Décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le Journal officiel de la Communauté et dans le Journal officiel de chaque Etat membre.

FAIT A ACCRA, LE 29 JUILLET 1995
POUR LA CONFERENCE,
LE PRESIDENT

S.E. LE CAPITAINE D'AVIATION
J.J. RAWLINGS

DIX-HUITIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES
CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
Accra, 28 — 29 Juillet 1995

DECISION A/DEC. 5/7/95 RELATIVE AUX MESURES
APPLICABLES AUX ETATS MEMBRES EN ARRIERES
AU TITRE DES DIVERSES OBLIGATIONS FINANCIERES
ENVERS LES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE

LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET
DE GOUVERNEMENT

Vu l'article 5 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions;

Vu les dispositions du Protocole relatif aux contributions des Etats membres au budget de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, notamment l'article 3 qui stipule que les contributions mises à la charge des Etats membres seront versées au budget de la Communauté dans les trois mois de l'exercice budgétaire auquel elles se rapportent;

Vu la Résolution A/RES. 1/5/90 relative aux mesures applicables aux Etats membres ayant des arriérés de contributions;

Ayant à l'esprit la Résolution A/RES. 1/8/94 relative aux modalités de règlement des obligations financières des Etats membres vis-à-vis des Institutions de la Communauté;

Considérant que du fait de l'accumulation continue de leurs arriérés de contribution, la plupart des Etats membres sont débiteurs envers les Institutions de la Communauté, de sommes ayant atteint des montants considérables dont le non paiement dans des délais raisonnables risque de bloquer définitivement lesdites Institutions et de remettre en cause l'existence de la Communauté;

Considérant que la Résolution A/RES. 1/5/90 ci-dessus visée ne prévoit l'application de sanctions qu'aux cas de non paiement des contributions au budget de la Communauté dues au titre de l'année 1990 et aux cas de non paiement des contributions aux première et deuxième tranches du capital appelé du Fonds de la CEDEAO au 31 décembre 1992;

Considérant la nécessité pour les Etats membres d'apporter promptement des ressources financières conséquentes aux Institutions de la Communauté en vue d'assurer la poursuite de l'exécution des programmes communautaires et le fonctionnement de la Communauté;

Considérant la Résolution C/RES. 2/7/95 adoptée par la trente-septième session du conseil des Ministres tenue à Accra du 24 au 27 juillet 1995.

DECIDE

Article premier. — Aucun nouveau poste statutaire ou professionnel des Institutions de la Communauté ne devra être alloué aux Etats membres en arriérés de contribution :

a) — qui n'auraient pas conclu avant le 31 décembre 1995 un échéancier de paiement avec le Secrétariat Exécutif et / ou le Fonds;

b) — ou qui auront failli au règlement de deux échéances consécutives au cours de la mise en oeuvre de l'accord conclu avec le Secrétariat Exécutif et / ou le Fonds.

c) — ou qui, manquant d'honorer leurs obligations financières envers les Institutions au titre de l'exercice en cours, auront de ce fait accumulé au 31 décembre de chaque année, de nouveaux arriérés ;

Aucun ressortissant des Etats membres en arriérés de contribution envers lesquels il aura été constaté l'une des carences ci-dessus ne devra bénéficier d'une nomination à un poste statutaire ou professionnel des Institutions de la Communauté.

Art. 2 — Outre les sanctions prévues à l'article 1, les Etats membres auxquels cette disposition est susceptible de s'appliquer seront suspendus du droit de vote.

Art. 3. — Les Institutions de la Communauté devront initier aucune étude ni entreprendre aucune évaluation de projets sur les territoires des Etats membres en arriérés de contribution envers lesquels il aura été constaté l'une des carences citées aux paragraphes (a), (b) et (c) de l'article 1. Elles devront suspendre tout décaissement de prêt à ces Etats .

Art. 4. — Les Etats en arriérés de contribution qui n'auront pas conclu avec le Secrétariat Exécutif et / ou le Fonds un échéancier de paiement avant le 30 juin 1996, et ceux qui auront accumulé plus de deux échéances consécutives au cours de la mise en oeuvre de l'accord portant échéancier de paiement conclu avec les Institutions de la Communauté seront purement et simplement suspendus de toute participation aux activités de la Communauté.

Art. 5. — Le règlement des arriérés de leurs obligations financières, ne dispense pas les Etats membres de se conformer, pour ce qui concerne les contributions aux budgets en cours d'exercice, aux prescriptions de l'article 3 du Protocole relatif aux contributions des Etats membres aux budgets de la CEDEAO. Le règlement des arriérés ne dispense pas les Etats membres concernés d'honorer leurs obligations financières découlant de l'application du Protocole relatif au Prélèvement communautaire.

Art. 6. — Le Secrétaire Exécutif et le Directeur Général du Fonds sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

Art. 7. — La présente décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le Journal Officiel de chaque Etat membre.

FAIT A ACCRA, LE 29 JUILLET 1995.
POUR LA CONFERENCE,
LE PRESIDENT

S.E. LE CAPITAINE D'AVIATION
J.J. RAWLINGS

DIX-HUITIEME SESSION DE LA CONFERENCE
DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
ACCRA, 28 — 29 JUILLET 1995

DECISION A/DEC. 6/7/95 RELATIVE A L'EVALUATION
DES FONCTIONNAIRES STATUTAIRES

LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET
DE GOUVERNEMENT,

Vu l'article 5 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions ;

Vu la Décision A/DEC. 3/7/91 relative à la sélection et l'évaluation des fonctionnaires statutaires de la Communauté ;

Désireuse de procéder à une évaluation objective desdits fonctionnaires de la Communauté ;

Considérant les insuffisances du système en place et la nécessité de l'améliorer ;

Sur recommandation de la Résolution C/RES. 3/7/95 adoptée par la trente-septième session du Conseil des Ministres tenue à Accra du 24 au 26 juillet 1995 ;

DECIDE

Article premier — Le Secrétariat Exécutif mettra à la disposition de chaque Etat membre du Comité Ministériel de Sélection et d'Evaluation des Fonctionnaires Statutaires, les informations et les documents suivants :

- a) le curriculum vitae des fonctionnaires statutaires ;
- b) la description des fonctions de chacun d'eux ;
- c) la liste des instructions données par le Conseil des Ministres à chaque fonctionnaire ;
- d) le rapport des fonctionnaires sur l'état d'exécution des tâches qui leur ont été assignées par le Conseil des Ministres ;
- e) un tableau synoptique, retraçant l'exécution des missions, leur durée, les objectifs et les résultats obtenus ;
- f) toute autre information et documents que peut demander le Comité ministériel.

2. Le Président du sous-comité ministériel de sélection et d'évaluation des fonctionnaires statutaires fournira un mois avant chaque réunion statutaire, un rapport sur les diligences à accomplir par les fonctionnaires à évaluer. Dans ce cadre, une mission se rendra auprès du Secrétariat Exécutif de la CEDEAO et du Fonds pour recueillir toute la documentation nécessaire.

Art. 2 — La présente décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le journal officiel de la Communauté et dans le Journal officiel de chaque Etat membre.

Fait à Accra, le 29 juillet 1995
Pour la Conférence
Le Président

S.E. Le Capitaine d'Aviation
J.J. RAWLINGS

DIX-HUITIEME SESSION DE LA CONFERENCE
DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
Accra, 28 - 29 JUILLET 1995

DECISION A/DEC. 5/7/95 RELATIVE AUX MESURES
APPLICABLES AUX ETATS MEMBRES EN ARRIERES
AU TITRE DES DIVERSES OBLIGATIONS FINANCIERES
ENVERS LES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE

LA CONFERENCE DES CHEFS ET DE GOUVERNEMENT,

Vu, l'article 5 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions ;

Vu les dispositions du Protocole relatif aux contributions des Etats membres au budget de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, notamment l'article 3 qui stipule que les contributions mises à la charge des Etats membres seront versées au budget de la Communauté dans les trois mois de l'exercice budgétaire auquel elles se rapportent ;

Vu la Résolution A / RES. 1/5/90 relative aux mesures applicables aux Etats membres ayant des arriérés de contributions ;

Ayant à l'esprit la Résolution A / Res. 1/8/94 relative aux modalités de règlement des obligations financières des Etats membres vis-à-vis des Institutions de la Communauté ;

Considérant que du fait de l'accumulation continue de leurs arriérés de contribution, la plupart des Etats, membres sont débiteurs envers les Institutions de la communauté, de sommes ayant atteint des montants considérables dont le non paiement dans des délais raisonnables risque de bloquer définitivement lesdites institutions et de remettre en cause l'existence de la Communauté ;

Considérant que la Résolution A / RES. 1/5/90 ci-dessus visée ne prévoit l'application de sanctions qu'aux cas de non paiement des contributions au budget de la Communauté dues au titre de l'année 1990 et aux cas de non paiement des contributions aux première et deuxième tranche du capital appelé du Fonds de la CEDEAO au 31 décembre 1992 ;

Considérant la nécessité pour les Etats membres d'apporter promptement des ressources financières conséquentes aux Institutions de la Communauté en vue la poursuite de l'exécution des programmes communautaires et le fonctionnement de la Communauté ;

Considérant la Résolution C/RES. 2/7/95 adoptée par la trente-septième session du Conseil des Ministres tenue à Accra du 24 au 27 juillet 1995.

DECIDE

Article premier — Aucun nouveau poste statutaire ou professionnel des Institutions de la Communauté ne devra être alloué aux Etats membres en arriérés de contribution :

a) qui n'auraient pas conclu avant le 31 décembre 1995 un échéancier de paiement avec le Secrétariat Exécutif et / ou le Fonds ;

b) ou qui auront failli au règlement de deux échéances consécutives au cours de la mise en œuvre de l'accord conclu avec le Secrétariat Exécutif et / ou le Fonds.

c) ou qui, manquant d'honorer leurs obligations financières envers les Institutions au titre de l'exercice en cours, auront de ce fait accumulé au 31 décembre de chaque année, de nouveaux arriérés ;

Aucun ressortissant des Etats membres en arriérés de contribution envers lesquels il aura été constaté l'une des carences ci-dessus ne devra bénéficier d'une nomination à un poste statutaire ou professionnel des Institutions de la Communauté.

Art. 2 — Outre les sanctions prévues à l'article 1, les Etats membres auxquels cette disposition est susceptible de s'appliquer seront suspendus du droit de vote.

Art. 3 — Les institutions de la Communauté ne devront initier aucune étude ni entreprendre aucune évaluation de projets sur les territoires des Etats membres en arriérés de contribution envers lesquels il aura été constaté l'une des carences aux paragraphes (a), (b) et (c) de l'article 1. Elles devront suspendre tout décaissement de prêt à ces Etats.

Article 4 — Les Etats en arriérés de contribution qui n'auront pas conclu avec le Secrétariat Exécutif et / ou le Fonds un échéancier de paiement avant le 30 juin 1996, et ceux qui auront accumulé plus de deux échéances consécutives au cours de la mise en œuvre de l'accord portant échéancier de paiement conclu avec les Institutions de la Communauté seront purement et simplement suspendus de toute participation aux activités de la Communauté.

Article 5 — Le règlement des arriérés de leurs obligations financières, ne dispense pas les Etats membres de se conformer, pour ce qui concerne les contributions aux budgets en cours d'exercice, aux prescriptions de l'article 3 du Protocole relatif aux contributions des Etats membres aux budgets de la CEDEAO.

Le règlement des arriérés ne dispense pas les Etats membres concernés d'honorer leurs obligations financières découlant de l'application du Protocole relatif au Prélèvement communautaire.

Article 6 — Le Secrétaire Exécutif et le Directeur Général du Fonds sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

Article 7 — La présente décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le Journal Officiel de la Communauté et dans le Journal Officiel de chaque Etat membre.

Fait à Accra, le 29 juillet 1995
Pour la Conférence
Le Président

S.E. Le Capitaine d'Aviation
J.J. RAWLINGS

DIX-HUITIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT, Accra, 28 - 29 JUILLET 1995

DECISION A/DEC. 3/7/95 RELATIVE A L'OCTROI DU STATUT D'OBSERVATEUR A L'UNION DES JOURNALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UJAO)

LA CONFERENCE DES CHEFS DE GOUVERNEMENT,

Vu l'article 5 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions ;

Vu la Décision A/DEC. 9/8/94 en date du 6 août 1994 portant règlements relatifs à l'octroi aux organisations non-gouvernementales (ONG) du statut d'observateur au sein des institutions de la Communauté ;

Considérant le rôle important que peuvent jouer les organes de presse et les praticiens des médias pour consolider un esprit communautaire ouest-africain et assurer une prise de conscience populaire plus aigüe des idéaux de la Communauté ;

Soucieuse de promouvoir une relation organique entre les institutions de la Communauté, les organes de presse et les professionnels de l'information et de la communication de l'Afrique de l'Ouest ;

Considérant que l'Union des Journalistes de l'Afrique de l'Ouest est une organisation régionale de praticiens de médias qui s'engage à œuvrer en vue de la réalisation des idéaux de la Communauté tels que contenus dans le Traité de la CEDEAO ;

Considérant la Résolution C/RES. 6/12/94 adoptée par la trente-sixième session du Conseil des Ministres tenue à Lomé du 15 au 17 Décembre 1994 ;

DECIDE

Article premier — Par la présente, il est octroyé à l'Union des Journalistes de l'Afrique de l'Ouest le statut d'observateur dans la catégorie A au sein des Institutions de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Article 2 — La présente Décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le journal officiel de la Communauté et dans le Journal officiel de chaque Etat Membre.

Fait à Accra, le 29 juillet 1995
Pour la Conférence
Le Président

S.E. Le Capitaine d'Aviation
J.J. RAWLINGS

DIX-HUITIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES
CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
Accra, 28 - 29 JUILLET 1995

DECISION A/DEC. 2/7/95 RELATIVE A CREATION DES
COMITES TECHNIQUES NATIONAUX DE SUIVI DU
RESEAU INTER-ETATS DE TELECOMMUNICATIONS

LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT,

Vu l'article 5 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et définissant sa composition et ses fonctions ;

Considérant l'état d'achèvement actuel du réseau PANAFTEL de l'Afrique de l'Ouest ;

Considérant que les fonctions de coordination et de suivi de ce réseau sont désormais, exclusivement confiées à la CEDEAO, suite à la disparition du bureau de coordination du PANAFTEL ;

Consciente que de telles fonctions ne peuvent être efficacement exercées qu'en collaboration avec les administrations nationales de télécommunications ;

Considérant la Résolution C/RES. 2/12/94 du Conseil des Ministres adoptée à sa trente-sixième session tenue à Lomé du 15 au 17 décembre 1994 ;

DECIDE

Article premier — Est adopté, le principe de la création au sein de chaque administration nationale de télécommunications, d'un comité technique de suivi du réseau inter-Etats de télécommunications.

Article 2 — Chaque comité technique national est composé au moins :

- du Chef du Central Téléphonique International (CTI)
- du Chef de la Transmission ;
- du Chef du service d'Exploitation Commerciale.

Article 3 — Les Comités techniques nationaux oeuvreront à la suppression définitive de tous les goulots d'étranglement sur les réseaux inter-Etats.

Article 4 — Les Etats membres prendront toutes les dispositions nécessaires sur les plans juridique et administratif pour la création effective des comités techniques nationaux et communiqueront au Secrétariat Exécutif les textes réglementaires y relatifs.

Article 5 — Les Comités techniques nationaux adresseront au Secrétariat Exécutif à des fins de coordination, des rapports trimestriels sur les performances techniques et commerciales des réseaux inter-Etats.

Article 6 — La présente décision entre en vigueur dès sa signature et sera publiée dans le Journal Officiel de la Communauté, et dans le Journal Officiel de chaque Etat membre.

Fait à Accra, le 29 juillet 1995
Pour la Conférence
Le Président

S.E. Le Capitaine d'Aviation
J.J. RAWLINGS